

COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE

Rue du Capitaine Bozambo
26 100 Romans-sur-Isère

tél : 04 75 05 51 51

**DECLARATION DE PROJET ENTRAINANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLU EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
FEVRIER 2018**



COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE
DEPARTEMENT DE LA DROME (26)



Ingénieurs conseils en aménagement durable du territoire

42 boulevard Antonio Vivaldi
42 000 SAINT ETIENNE

Tél. 04 77 92 71 47 / contact@eco-strategie.fr
www.eco-strategie.fr

Maître d'ouvrage : Commune de Romans-sur-Isère

Bureau d'études environnement : ECO-STRATEGIE

Le présent dossier est basé sur nos observations de terrain, la bibliographie, notre retour d'expérience en aménagement du territoire et les informations fournies par le porteur de projet.

Il a pour objet d'assister, en toute objectivité, le maître d'ouvrage dans la définition de son projet.

Le contenu de ce rapport ne pourra pas être utilisé par un tiers en tant que document contractuel. Il ne peut être utilisé de façon partielle, en isolant telle ou telle partie de son contenu.

Le présent rapport est protégé par la législation sur le droit d'auteur et sur la propriété intellectuelle. Aucune publication, mention ou reproduction, même partielle, du rapport et de son contenu ne pourra être faite sans accord écrit préalable d'ECO-STRATEGIE et de la commune de Romans-sur-Isère.

Sauf indications contraires, les prises de vue présentées ont été réalisées par ECO-STRATEGIE.

Les fonds de carte sont issus des de Bing Aerial et de Géoportail. Les photographies ont été prises sur le site par Eco-Stratégie, le 27 Octobre 2017.



RESUME NON TECHNIQUE

Romans-sur-Isère est une commune située en Auvergne - Rhône-Alpes, dans la Drome au nord-est de Valence, en bordure de l'Isère.

Cette évaluation environnementale est réalisée dans le cadre de la déclaration de projet relative au projet de développement de site Délifrance de Romans-sur-Isère entraînant mise en compatibilité du PLU. Conformément à la réglementation en vigueur, la déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du PLU de Romans-sur-Isère **doit faire l'objet d'une évaluation environnementale**.

La présente évaluation se base sur les documents du PLU de Romans-sur-Isère (versions) ainsi que sur les éléments de projet transmis par Délifrance. Une journée de terrain, effectuée le 27 octobre 2017 a permis de compléter l'analyse de ces documents, en particulier vis-à-vis des potentialités écologiques de la zone concernée par le projet.

La société Délifrance souhaite réaliser un entrepôt de stockage afin d'accompagner son développement. L'ensemble du projet entraînera une augmentation de surface de 6,4 ha, au lieu-dit « Les Chasses » sur la commune de Romans-sur-Isère (Drôme). Cette augmentation concerne 4 ha de terrains, 1,5 ha de bâtiments et 0,9 ha de voirie.

La présente mise en compatibilité a donc pour objet de déclasser 4 ha de zone NL en zone UI. Parallèlement, le règlement de la zone UI est modifié pour intégrer les éléments nécessaires à la réalisation du projet.

Urbanisme

Les mises en compatibilités du PLU entraînées par la déclaration de projet **n'entraînent pas d'impact sur les zones urbaines ou à urbaniser** destinée à de **l'habitat**. Elle n'a donc pas d'impact sur la compatibilité du PLU avec le PLH.

Milieux naturels et biodiversité

Le PADD donne pour objectif de préserver et valoriser le patrimoine urbain, architectural, paysager et naturel en protégeant durablement les berges de l'Isère et les collines des Balmes, éléments patrimoniaux de la commune.

La zone de projet est localisée au sein de l'enveloppe urbaine principale délimitée par le SCoT et n'est concernée par aucun zonage signalant un intérêt écologique. Cette zone est en effet située en continuité de zones urbanisées, en contexte agricole intensif et où les continuités écologiques sont très dégradées. Il n'y a pas de réservoir de biodiversité ni de corridor écologique sur la zone et à proximité. Seul le merlon enfriché au nord présente un intérêt local, en lien avec d'autres friches arbustives à l'ouest.

La commune est concernée par le site Natura 2000 des Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère, zone spéciale de conservation (ZSC) FR8201675. Le projet, du fait de sa distance au site (4,7 km) et de ses caractéristiques (milieux naturels communs sans lien avec les pelouses sèches du site Natura 2000), n'est donc pas susceptible d'avoir une incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère.

La zone UI s'étend sur 4 ha et se compose de différents milieux : Friche herbacée artificielle (gazon) sur 64,3% ; Friche basse herbacée (28,2 %) Friche arbustive et herbacée sur merlon (2,5 %) ; Alignement de résineux (5 %). Ces milieux présentent des intérêts écologiques limités. Toutefois le merlon en friche au nord et l'alignement de résineux au sud sont susceptibles d'abriter des espèces d'oiseau commun et joue un rôle paysager ; c'est pourquoi ces éléments devront être préservés.

Pollutions, nuisances et qualité des milieux

Le projet et la mise en compatibilité du PLU ne vont pas à l'encontre des objectifs du SCoT sur les thématiques de l'énergie, climat et qualité de l'air.

L'usine Délifrance est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et soumise au régime d'autorisation. En lien le SCoT qui préconise un éloignement de ce type d'installation avec les habitations, une modification du zonage de la zone 2AU est préconisée pour permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation (pas de zone à vocation d'habitat). Cette modification aura également un effet positif sur les nuisances sonores (et éventuellement olfactives).

Ressources en eau et assainissement

La commune présente sur son territoire **deux captages d'eau potable** :

- le captage les Etournelles
- le captage Tricot.

Les deux captages d'eau potable présents sur la commune font l'objet de 3 périmètres de protection : immédiat, rapproché et éloigné. Le projet se situe hors de ces trois périmètres. En revanche, le site est situé au sein du périmètre de protection de l'aire d'alimentation de ces captages.

Le site dispose de réseaux séparatifs pour les différents effluents afférents au site. Les effluents industriels font l'objet d'une réglementation de certaines concentrations et paramètres et d'un suivi strict. La compatibilité de la modification du PLU et du projet avec les capacités d'assainissement de la STEP de Romans-sur-Isère sera à vérifier du fait de la capacité insuffisante de la STEP à l'heure actuelle. Cette compatibilité sera fonction du résultat du diagnostic de Valence Romans Agglomération et de la réalisation de travaux d'amélioration de la station.

Plusieurs mesures sont mises en œuvre afin de limiter l'impact du projet sur l'infiltration des eaux pluviales et sur la qualité des eaux de captage destinées à l'eau potable : forage privé va être déplacé et aménagé afin d'éviter toute pollution de la nappe d'eau souterraine captée ; règlement de la zone UI spécifiant que 20 % de la zone seront traités en espaces verts (ou avec un stationnement spécifique) ; eaux pluviales de toiture (non polluées) raccordées à un fossé drainant afin de permettre leur infiltration ; installation d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures afin de limiter les pollutions liées aux hydrocarbures des voiries.

Autres ressources naturelles

La zone destinée à accueillir le projet est actuellement occupée par des aménagements de loisirs. On note cependant la présence d'une friche basse herbacée pouvant constituer une parcelle agricole. Toutefois il s'agit d'une petite surface de terrain (1,2 ha) qui est isolé entre le site Délifrance actuel et les terrains de rugby. Cette friche agricole présente des potentialités agricoles limitées. Aucun espace forestier n'est présent sur la zone et ne sera sinon impacté.

Une exploitation de carrière était présente sur la zone du projet. Elle est aujourd'hui fermée.

Risques naturels et technologiques

La zone de projet entraînant mise en compatibilité du PLU est située hors des zones de débordement cartographiées dans le cadre du TRI. Sa localisation à l'écart de l'Isère permet également de prévenir les risques liés à la rupture de barrage.

Toutefois, le projet est en partie situé en zone inondable, dû au débordement de la Joyeuse. En conséquence les planchers des nouveaux bâtiments seront construits à une hauteur suffisante.

La zone de projet entraînant mise en compatibilité du PLU est située hors des zones d'aléa feux de forêt et la zone de projet n'est pas concernée par le risque lié au transport de gaz. Elle est par contre exposée au risque lié au **transport routier de matières dangereuses** le long de la RD92 et de la voie ferrée. L'étude de dangers du site Délifrance précise que le risque d'agression externe par un accident de transport de matière dangereuse n'est pas retenu, en raison de la distance du site Délifrance avec la RD92 (plus de 45 m) et la voie ferrée (plus de 60m).

Cadre de vie, paysage et patrimoine

La zone de projet n'est pas visible depuis la RN532, axe depuis lequel sont définies des vues remarquables, dans le cadre du SCoT.

Le projet présentant une hauteur importante (34,4 m), il pourra néanmoins dépasser des bâtiments alentour. La bordure d'arbres présente de part et d'autre de la RD92 limitera très fortement cette visibilité.

Le bâtiment le plus haut du projet fera près du double du plus haut bâtiment existant (17 m). L'accord de la ville sera nécessaire à la réalisation du projet par rapport à une adaptation de la hauteur accordée du bâtiment du projet, en raison du dépassement de la hauteur maximale de 15m spécifiées dans le règlement de la zone UI.

Le manque d'élément pouvant constituer des barrières visuelles dans le paysage rend le projet très visible. Il a été préconisé précédemment le maintien du merlon en friche de 4 mètre de hauteur, qui assurera ainsi une meilleure insertion paysagère du bâtiment par rapport à la perception de la zone depuis le nord, notamment depuis la RD123. Afin d'atténuer l'impact paysager du projet, il est préconisé l'implantation sur l'ensemble du merlon d'une haie de feuillus composée à la fois d'arbustes et d'arbres de haute tige.

L'objectif de préservation et valorisation du patrimoine dicté dans le PADD s'axe plus particulièrement sur le centre-ville et sur les cours d'eau, caractéristiques du territoire.

La commune présente 4 zones dites **zones archéologiques de saisine** sur lesquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Une de ces zones est localisée au lieu-dit Les Chasses et s'étend notamment sur la future zone UI. Ce site peut en effet présenter des vestiges de l'occupation gallo-romaine. Dans tous les cas, **en cas de découvertes fortuites** lors de travaux celles-ci devront être notifiées à la DRAC Auvergne - Rhône-Alpes. Une fouille archéologique préventive peut également être décidée par la DRAC (réglementation nationale).

La mise en compatibilité du PLU et le projet sont localisés hors des secteurs délimités par le Site Patrimonial Remarquable existant.

La commune de Romans-sur-Isère comporte de nombreux monuments historiques classés ou inscrits. Aucun périmètre de protection associés à chacun de ces monuments, ne couvre la zone de projet ; ceux-ci sont localisés à une distance importante (> 3km) de cette dernière.

Mesures pour éviter, réduire et compenser

Les mesures proposées dans cette évaluation environnementale se basent sur le projet de modification de zonage de décembre 2017.

Les recommandations sont les suivantes :

- Préserver le merlon au nord de la parcelle UI et préserver l'alignement de cyprès en limite sud (intérêt écologique et paysager) ;
- Plantation d'une haie d'arbustes et d'arbres sur toute la longueur du merlon ;
- Vérifier les capacités d'assainissement de la STEP de Romans-sur-Isère ;
- Permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation, afin de répondre aux recommandations du SCoT en limitant l'exposition à des risques et nuisances du projet sur la population ;
- Prendre en compte la zone archéologique de saisine sur le site du projet et anticiper les éventuelles prescriptions archéologiques.

Suivi de l'application du PLU

Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, un certain nombre de mesures de suivi ont été proposées. Un seul indicateur de suivi est proposé ici et devra être mis en place par la commune de Romans-sur-Isère. Il s'agit d'effectuer un suivi photographique, une fois le projet réalisé, des différents points de vue présentés dans le rapport d'évaluation environnementale. Ce suivi permettra de voir la réelle implantation paysagère du grand bâtiment.

SOMMAIRE

Résumé non technique	3
Urbanisme	3
Milieux naturels et biodiversité	3
Pollutions, nuisances et qualité des milieux	4
Ressources en eau et assainissement	4
Autres ressources naturelles	4
Risques naturels et technologiques	4
Cadre de vie, paysage et patrimoine	5
Mesures pour éviter, réduire et compenser	6
Suivi de l'application du PLU.....	6
SOMMAIRE	7
I. PRÉAMBULE.....	9
II. Le projet à l'origine de la mise en compatibilité du PLU	12
II.1. Présentation du porteur du projet.....	12
II.2. Présentation du projet	12
III. Articulation du PLU avec les autres documents, état initial et incidences de sa mise en œuvre.....	14
III.1. Urbanisme.....	14
III.1.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	14
III.1.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement	15
III.2. Milieux naturels et biodiversité.....	15
III.2.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	15
III.2.2 Etat initial de l'environnement, enjeux et perspectives d'évolution.....	16
III.2.3 Incidences générales de la mise en œuvre du PLU	18
III.2.4 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement	20
III.3. Pollutions, nuisances et qualité des milieux	23
III.3.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	23
III.3.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement	24
III.4. Ressources en eau et assainissement	25
III.4.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	26
III.4.2 Etat initial et enjeux	27
III.4.3 Incidence de la mise en œuvre du PLU	29
III.5. Autres ressources naturelles	31
III.5.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	31
III.5.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement	31
III.6. Risques naturels et technologiques.....	32
III.6.1 Articulation du PLU avec les autres documents.....	32
III.6.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement	34
III.7. Cadre de vie, paysage et patrimoine.....	35

III.7.1	Socio-économie et équipements de la commune	35
III.7.2	Paysage	36
III.7.3	Patrimoine culturel	41
IV.	Explication des choix retenus	43
IV.1.	Contraintes nationales	43
IV.2.	Contraintes locales	44
V.	Mesures pour éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables du PLU et suivi des résultats de son application	45
V.1.	Mesures pour éviter, réduire et compenser	45
V.2.	Suivi de l'application du PLU	46
VI.	Évolution du PLU suite à la réalisation de l'évaluation environnementale	47
VII.	Table des illustrations	48

I. PRÉAMBULE

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et notamment base de données communales, INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques)

Romans-sur-Isère est une commune située en Auvergne - Rhône-Alpes, dans la Drome au nord-est de Valence, en bordure de l'Isère. Le territoire communal est de 33,1 km² et regroupe 33 366 habitants (INSEE 2014).

Cette évaluation environnementale est réalisée dans le cadre de la déclaration de projet relative au projet de développement de site Délifrance de Romans-sur-Isère entraînant mise en compatibilité du PLU.

La commune de Romans-sur-Isère est couverte par le site Natura 2000 des « Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère » présent sur la partie nord-ouest de la commune. L'article R.104-8 du code de l'urbanisme précise que : « *Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :*

*2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une **déclaration de projet** lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations **susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000***

Ainsi, la déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du PLU de Romans-sur-Isère **doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.**

L'évaluation environnementale est une démarche qui doit permettre au maître d'ouvrage de tenir compte des incidences de son projet d'aménagement et de développement durable. Elle doit appréhender **l'environnement dans sa globalité** (ressources, biodiversité, risques naturels ou technologiques, énergie, patrimoine, aménagement et gestion du territoire...).

La notion de « préservation de l'environnement » est généralement perçue comme un tout alors que les enjeux qui lui sont associés sont extrêmement variables et hétérogènes, voire parfois contradictoires. L'évaluation environnementale constitue une démarche globale qui s'appuie sur une analyse spécifique des enjeux environnementaux prépondérants et significatifs sur la commune de Romans-sur-Isère.

Ce document a été réalisé à partir du PLU de Romans sur Isère en vigueur, à savoir la modification 2 du 18/12/2017. Les différentes pièces utilisées sont les suivantes : le **diagnostic du PLU**, le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable** (PADD) ; le **plan de zonage** ; le **règlement du PLU**.

Les éléments relatifs au projet de Délifrance ont également été consultés :

- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter de nouvelles installations au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ce dossier de juin 2017 intégrait l'étude d'impact, l'étude de dangers et la notice hygiène et sécurité.
- Diaporama des projets de développement de Délifrance sur la commune de Romans-sur-Isère de septembre 2017 et réalisé par A. Carré, P. Hassoun, D. Demailly.

Cette évaluation environnementale a été réalisée suite à la production d'un premier projet de PLU (diagnostic, PADD et projet de zonage et règlement), puis suite à une seconde version produite en novembre 2017, en cours d'évaluation.

• Prospections de terrain :

La présente évaluation se base ainsi sur les documents réalisés et a été complétée par une journée de terrain le 27 octobre 2017. La visite de terrain s'est déroulée dans des conditions météorologiques relativement favorables à l'observation naturaliste (ciel dégagé, sans pluie, vent faible).

• Articulation du PLU avec les autres documents

Pour chacun des enjeux traités par l’Evaluation Environnementale, a été analysée l’articulation entre les documents supra-communaux à considérer et la mise en compatibilité du PLU. En effet, le Plan Local d’Urbanisme (PLU) doit prendre en considération certains documents d’orientations supra-communaux. Le niveau de détail de retranscription est de 4 ordres selon les documents, du plus contraignant au moins contraignant :

- **Conformité** : le PLU **respecte** la réglementation établie par les Plans de Prévention des Risques (PPR), Périètres de Protection vis-à-vis des monuments historiques et des ressources en eau potable ;
- **Compatibilité** : le PLU **ne remet pas en cause** les orientations générales du Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), de la Directive Territoriale d’Aménagement (DTA), du Programme Local de l’Habitat (PLH), du Plan de Déplacements Urbains (PDU).
- **Prise en compte** : le PLU **intègre autant que possible** les orientations du Plan Climat Energie Territorial (PCET), du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), de la charte de Pays, en l’absence de SCoT. Il prend en compte les sites Natura 2000.
- **Cohérence** : le PLU **poursuit les mêmes objectifs** que le PADD, le Plan Régional de Santé, le Schéma Régional Climat Air Énergie, le Schéma Départemental des Carrières, le Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux, etc.

À noter qu’il existe un SCoT approuvé sur le territoire, **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Rovaltain Drôme-Ardèche**, approuvé le 25 octobre 2016 et en vigueur depuis le 17 janvier 2017. Aussi, les PLU n’ont pas à démontrer leur compatibilité ou prise en compte de documents de rang supérieur, sauf vis-à-vis du SCoT (loi ALUR du 24 mars 2014).

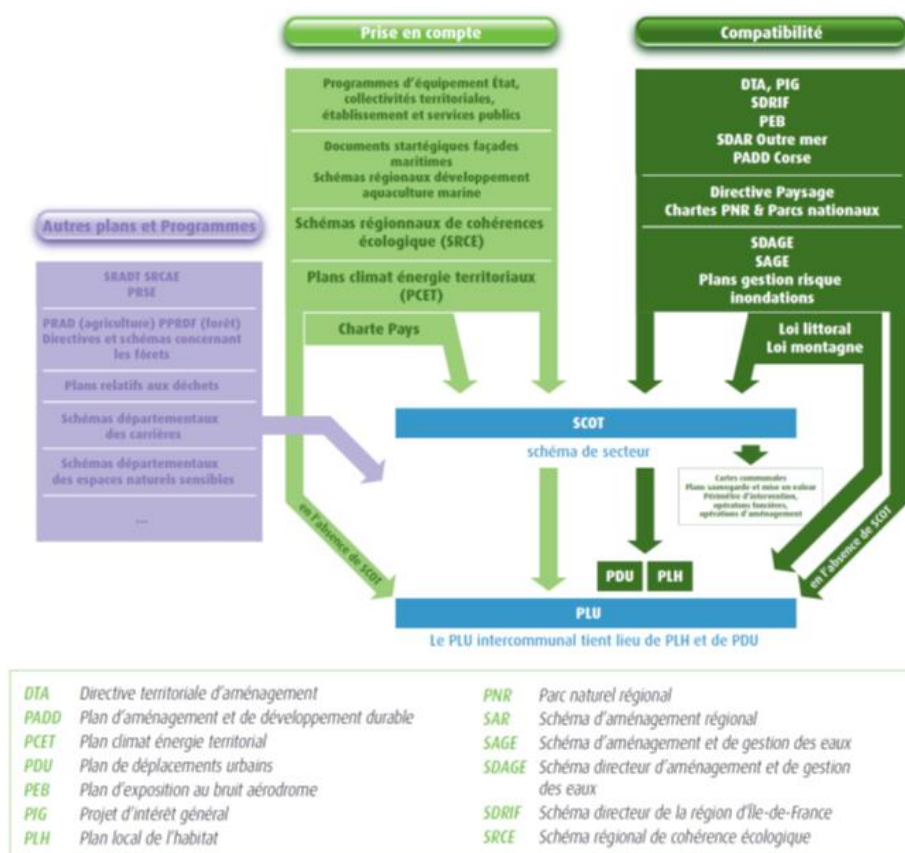


Figure 1 – Documents avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu’il doit prendre en compte

- **Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement**

Pour chacun des enjeux traités par l'Evaluation Environnementale, ont ensuite été évaluées les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLU.

Tableau 1 – Impact du projet de mise en compatibilité du zonage de PLU sur les surfaces (janvier 2018)

Zones urbaines	Surface du PLU actuel (ha)	Surface après mise en compatibilité
UI : Zones d'activités économiques	240,12	+ 4,27
Zones naturelles		
NL : zone dédiée aux équipements de loisirs et sportifs du stade Porchier	11,51	- 4,27

- **Intervenants de l'équipe**

Les principaux intervenants de l'équipe sont :

- M. Paul Wagner, chef de projet en environnement,
- Mme Anaïs BERTIN, chargée d'études environnement,
- M Frédéric BRUYERE, directeur d'Eco-Stratégie en charge du contrôle qualité.

II. LE PROJET A L'ORIGINE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

II.1. Présentation du porteur du projet

Depuis 30 ans, DELIFRANCE propose des solutions en **boulangerie, viennoiserie, pâtisserie et traiteur** aux acteurs de la restauration hors domicile, de la grande distribution et aux boulangers. **Filiale de Nutriox** depuis janvier 2004 aux côtés du meunier Grands Moulins de Paris, son intégration à **VIVESCIA** industries, groupe coopératif céréalier lui permet de maîtriser toute la chaîne de valeur, depuis l'amont avec la sélection des blés, jusqu'en aval avec son réseau de boutiques franchisées.

Romans-sur-Isère accueille l'un des 17 sites de France, axé sur la production de viennoiseries. Délifrance s'y est implanté en 2000 et a connu depuis un développement commercial qui a nécessité une augmentation des capacités de production.

II.2. Présentation du projet

La société Délifrance souhaite réaliser un entrepôt de stockage afin d'accompagner son développement. L'ensemble du projet entraînera une augmentation de surface de 6,4 ha, au lieu-dit « Les Chasses » sur la commune de Romans-sur-Isère (Drôme).

Type	Surface actuelle (2017)	Augmentation prévue de la surface dans le cadre de la réalisation du projet et d'une 5 ^e ligne de production
terrains	8,0 ha	+ 4,0 ha
Bâtiments	2,3 ha	+ 1,5 ha (dont 0,5 pour la ligne 5)
Voiries	1,9 ha	+ 0,9 ha (dont 0,1 pour la ligne 5)

Description des bâtiments et des principales caractéristiques du projet :

- Un **hall de stockage frigorifique** grande hauteur (**34,4 m**) (Highbay) composé d'une cellule de 4 185 m² et permettant le stockage d'environ 23 000 palettes euro soit un volume de stockage d'environ 46 368 m³ (dimension palette 0.80 x 1.20 x 2.10) ;
- Une **zone de Lowbay** (entrepôt bas), attenante au Highbay permettant le convoyage des palettes ;
- Une **zone de stockage temporaire** (buffer) permettant le stockage de 220 palettes euro (soit 443 m³) en liaison directe avec le Lowbay et avec le corridor permettant l'accès des produits finis entre le site d'étude et Appétit de France ;
- Une **zone de préparation des commandes** par picking, permettant le stockage de 1 200 palettes environ (soit 2 419 m³) à température contrôlée, surmontant une zone de préparation de containers et le buffer ;
- Un **local de charge de batteries** attenante à la zone de préparation des containers et quais ;
- Une **gare équipée de 8 quais** pour l'expédition et la réception ainsi qu'un accès à niveau ;
- Un **local de préparation de containers** sera adossé au buffer et équipé d'un quai de chargement ;
- Des **locaux techniques sur 2 niveaux** attenants au Lowbay et au buffer et regroupant le local transformateur et TGBT, le local froid, le local oxyréduction, le système de sécurité incendie (SSI) et les archives ;
- Les **bureaux en étage** comprenant les locaux sociaux, serveurs, bureaux et salle de réunion ;

- Un **bungalow de bureaux** situé à l'Ouest du site comprenant les bureaux, serveurs et locaux chauffeurs.



Figure 2 - Illustration du projet de chambre froide (Source : Délifrance)

Les parcelles concernées par le projet sont actuellement classées en zone UI, occupée majoritairement par l'usine existante, et en zone NL, naturelle de loisirs, occupée par des terrains de sport, non constructibles.

La présente mise en compatibilité a donc pour objet de déclasser 4 ha de zone NL en zone UI. Parallèlement, le règlement de la zone UI est modifié pour intégrer les éléments nécessaires à la réalisation du projet.

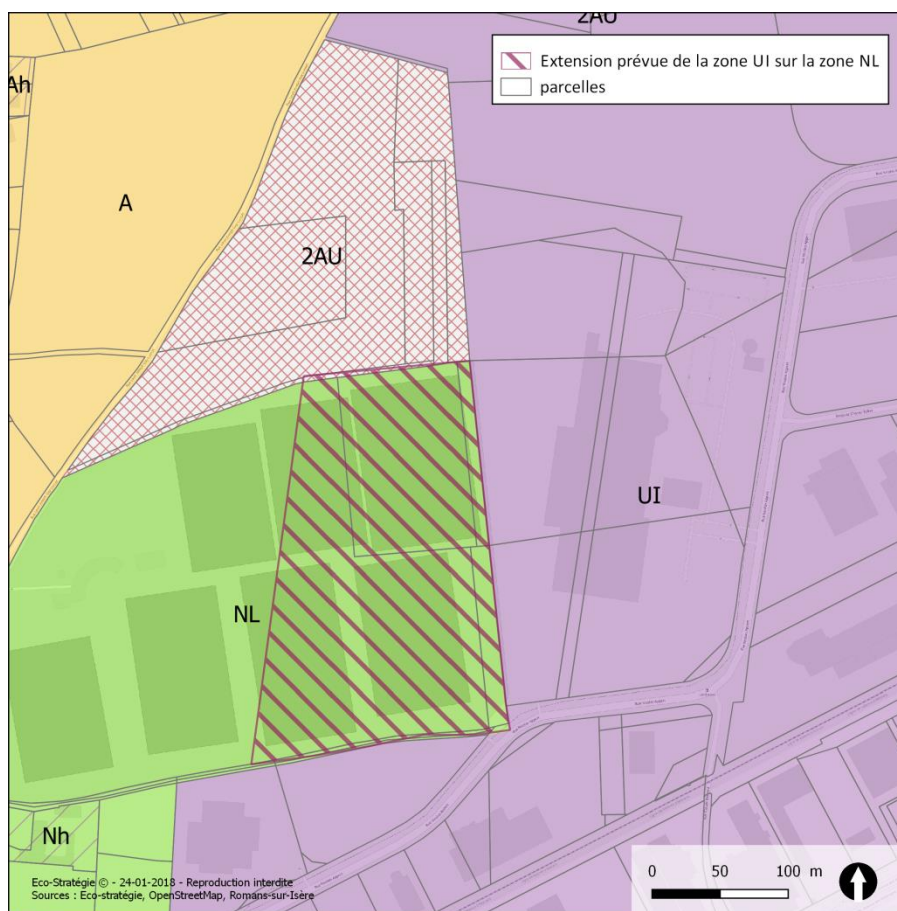


Figure 3 – Mise en compatibilité de zonage prévue

III. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS, ETAT INITIAL ET INCIDENCES DE SA MISE EN ŒUVRE

III.1. Urbanisme

Sources : Site Internet de l'agglomération Valence-Roman, SCoT du Grand-Rovertain, PLH 2018-2023 Valence Romans agglomération (projet du 1er juin 2017)

III.1.1 Articulation du PLU avec les autres documents

• SCoT et DTA

La commune de Romans-sur-Isère appartient à la **Communauté d'agglomération Valence-Romans**. Elle n'est pas incluse dans une Directive Territoriale d'Aménagement (DTA). Elle est incluse dans le périmètre de **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Rovertain**, approuvé le 25 octobre 2016 et en vigueur depuis le 17 janvier 2017.

La **compatibilité du PLU au SCoT** s'observe à partir du Document d'orientations et d'Objectifs (DOO) et ses pièces annexes. Le **DOO**, seul document opposable du SCoT, traduit par des orientations, les objectifs et principes d'aménagement et de développement durables qui sont exposés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Le Document d'orientations et d'Objectifs du SCoT du Grand Rovertain se compose des parties suivantes :

- 1. Un territoire organisé
- 2. La préservation du territoire et de ses ressources
- 3. Une mobilité efficace
- 4. Une politique de l'habitat solidaire
- 5. Un développement économique équilibré et ambitieux
- 6. L'accueil des équipements
- 7. Un urbanisme durable

Aussi, le projet de PLU devra être compatible avec ce document et prendre en compte ses recommandations.

• Le Plan Local de l'Habitat

Le plan local de l'habitat de Valence Romans agglomération est actuellement en cours de réalisation. Il couvre la période 2018 – 2023. Il fixe dans sa version actuelle un objectif de création de logement de 185 logements par an pour une consommation annuelle de 3,9 ha.

Le PLH s'articule autour de 4 grandes orientations qui ont ensuite été déclinées dans un plan d'action :

- 1) Renforcer les centralités** en concentrant les objectifs sur les pôles urbains (dont Romans-sur-Isère)
- 2) Réhabiliter durablement et adapter** en mobilisant le parc vacant avec un objectif de reconquête de 150 logements sur la commune
- 3) Construire la diversité** en fixant pour les pôles urbains un objectif de construction sociale neuve de 20%
- 4) Accueillir les publics les plus fragiles**

III.1.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement

La mise en compatibilité du PLU entraînée par la déclaration de projet **n'entraîne pas d'impact sur les zones urbaines ou à urbaniser** destinée à de **l'habitat**. Elle n'a donc pas d'impact sur la compatibilité du PLU avec le SCoT et le PLH.

Il est néanmoins à souligner que le SCoT étant en vigueur depuis janvier 2017 et le PLH étant amené à être rapidement approuvé, le PLU dispose de 3 ans après approbation pour être mis en compatibilité avec ces documents.

III.2. Milieux naturels et biodiversité

III.2.1 Articulation du PLU avec les autres documents

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, SCoT du Grand-Rovertain, site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel, Diagnostic du PLU, Inventaire départemental des zones humides

- **SCoT du Grand Rovertain (extraits) : La Préservation du territoire et de ses ressources**

Le SCoT décrit plusieurs actions à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif, dont notamment le maintien, la restauration, le renforcement et le complément d'une **trame verte et bleue de qualité**.

«L'urbanisation des autres zones humides et pelouses sèches [non signalées comme remarquables] doit être évitée. Les documents d'urbanisme doivent justifier qu'il n'y a pas d'autres alternatives au déclassement. Dans le cas où le développement de l'urbanisation empiète en tout ou partie sur ces espaces naturels, les communes ont l'obligation de conduire des études spécifiques d'impacts sur l'environnement et les paysages et de définir des mesures compensatoires.

Les documents d'urbanisme complètent et précisent à leur échelle les périmètres des zones humides et des pelouses sèches inventoriées.

CORRIDORS ECOLOGIQUES VERTS D'INTERET SUPRA-COMMUNAL

La zone de projet n'est pas concernée par des continuités écologiques d'intérêt supra-communal.

*« En complément, les documents d'urbanisme locaux identifient, par l'intermédiaire d'études spécifiques, les **corridors d'intérêt local, complémentaires** à ceux identifiés par le SCoT. Ils leur affectent un zonage garantissant les potentialités de déplacement de la faune.*

[...]

Les documents d'urbanisme locaux intègrent également dans leur plan de zonage et leur règlement, les projets de renforcement ou de restauration des corridors écologiques, en assurant notamment la cohérence des vocations des espaces situés à proximité. De même, ils identifient les éléments naturels à créer, nécessaires au renforcement ou à la remise en bon état des fonctionnalités écologiques.

ESPACES AGRO-NATURELS

Les documents d'urbanisme locaux identifient et protègent de manière adaptée les éléments naturels suivants :

- *[...]*
- *dans la plaine agricole : le réseau de haies et le réseau de milieux humides et de canaux. Le maintien de ces éléments naturels est à intégrer ou à reconstituer dans le cadre des projets d'aménagement, dans un objectif de valorisation globale de la biodiversité dans la plaine agricole.*

INTERFACES BATI-NATURE

Les documents d'urbanisme locaux identifient et protègent de manière adaptée les éléments naturels et jardinés suivants :

- *les espaces urbains ou périurbains qui jouent le rôle de réservoir : petites zones humides, espaces verts, boisements, jardins familiaux... L'équilibre entre la densification urbaine et le maintien de la nature en ville doit être recherché ;*
- *les éléments urbains ou périurbains qui jouent le rôle de corridors : voie piétonne ou cyclable, squares, petits délaissés d'infrastructures... ;*
- *les possibilités de maillage de ceux-ci entre eux et avec les espaces agro-naturels périphériques.*

Les liaisons entre ces espaces de nature en ville et les espaces agro-naturels seront recherchées dans le cadre des projets d'urbanisme ou par une réflexion dans les orientations d'aménagement et de programmation.

Par ailleurs, l'urbanisation en limite de front urbain devra permettre une transition fonctionnelle entre la campagne et la ville, entre espaces urbains, agricoles et naturels tout en préservant les conditions d'exploitation des terres agricoles. »

III.2.2 Etat initial de l'environnement, enjeux et perspectives d'évolution

Le diagnostic communal et le SCoT rappellent que le territoire est concerné par :

- Le site natura 2000 des Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère, zone spéciale de conservation (ZSC) FR8201675 ;
- 4 **ZNIEFF de type I** :
 - Vallon des forêts et le plateau de Croix-de-Porte
 - Balmes de l'Isère
 - L'Isère des portes de Romans à la Vanelle
 - Confluence de la Joyeuse et de l'Isère
- Et 2 **ZNIEFF de type II** :
 - Chambarans Méridionnaux
 - Zone fonctionnelle de la rivière Isère en aval de Grenoble
- Des zones humides de l'inventaire départemental en bordure de l'Isère

La commune de Romans-sur-Isère n'est concernée par **aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB), Réserve naturelle, Parc Naturel National ou Régional** ni aucun site géré par le **Conservatoire d'Espaces Naturels de Rhône-Alpes ou espace naturel sensible**.

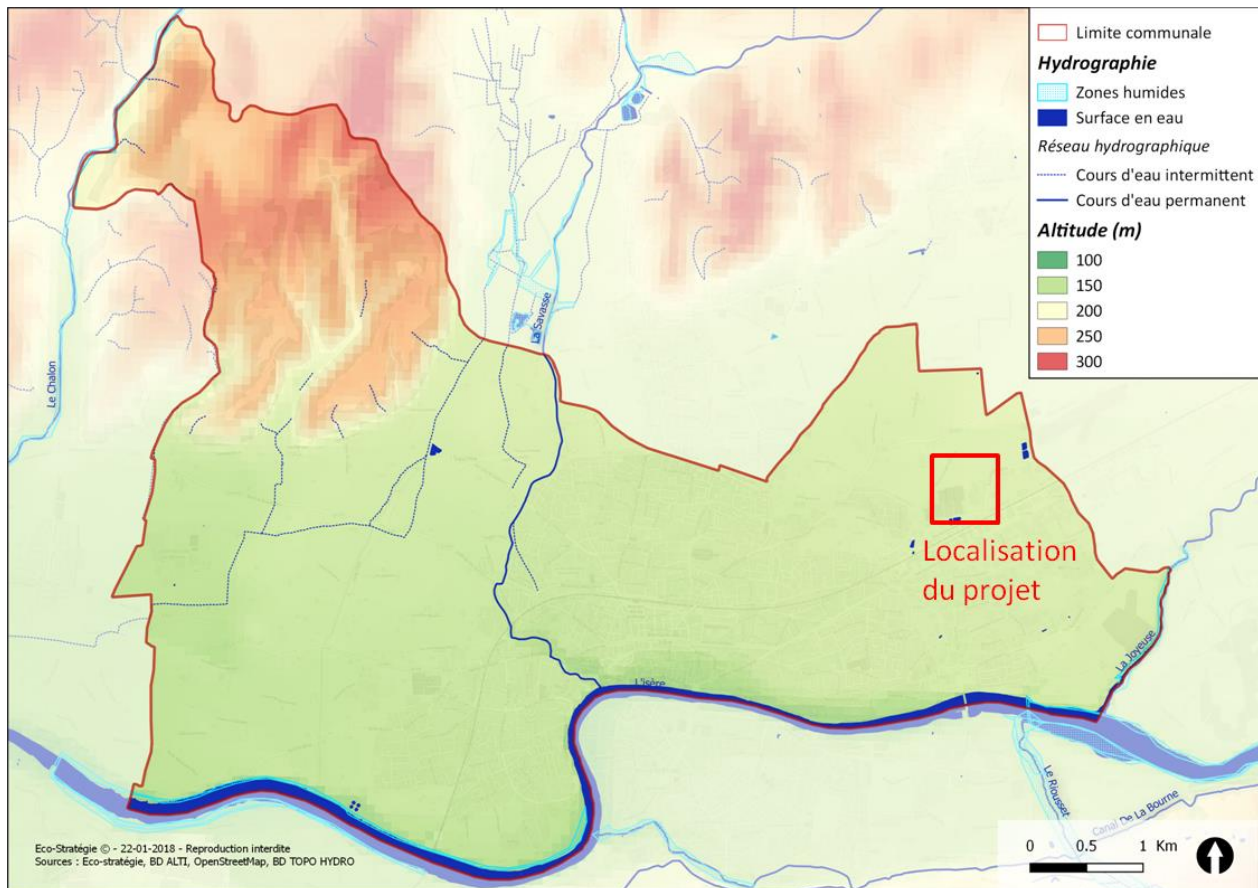


Figure 4 - Topographie, hydrographie et localisation des zones humides de l'inventaire départemental sur la commune

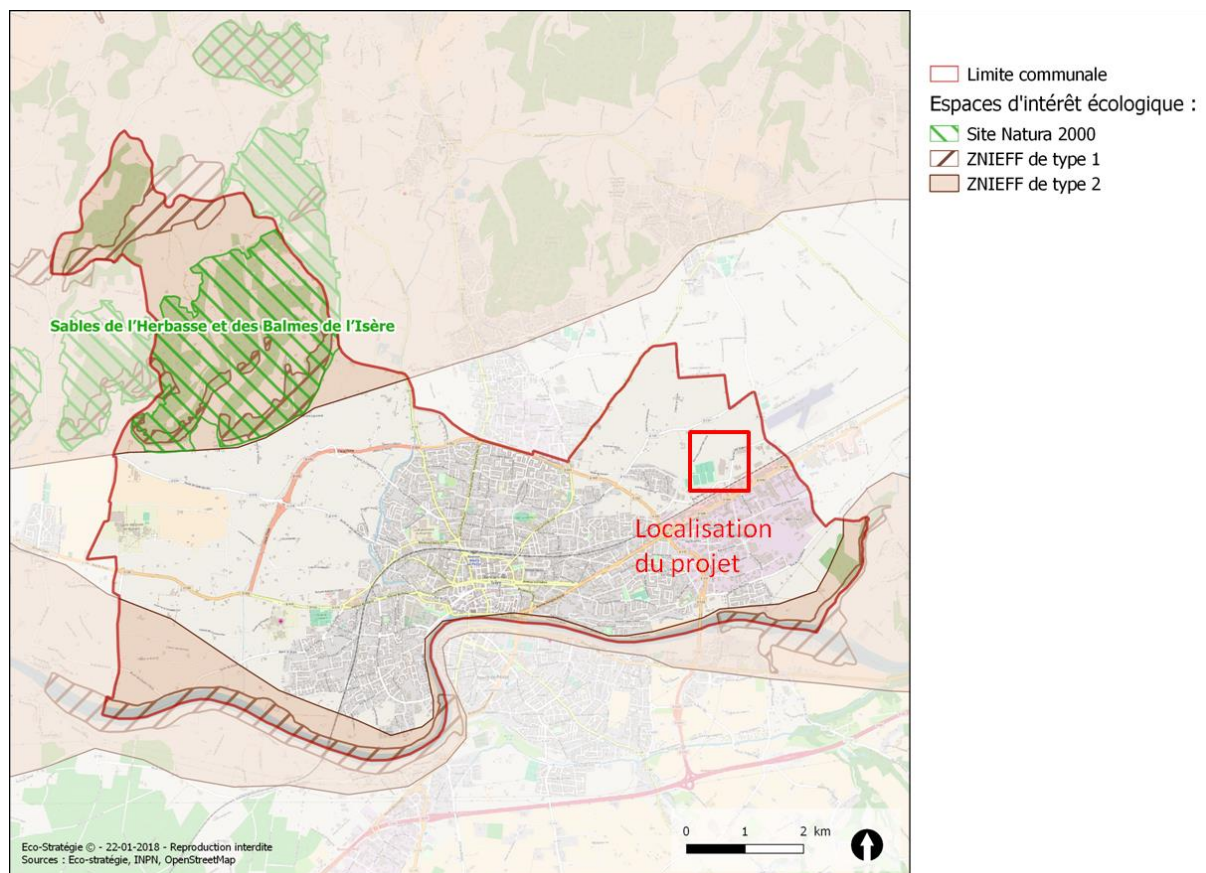


Figure 5 - Cartes des espaces d'intérêt écologiques sur la commune

Le **SCoT** identifie sur la commune :

- Des **réservoirs de biodiversités** de type « espace naturel remarquable » (Site natura 2000) et de type « pelouses sèches et zones humides » (berges de l'Isère)
- Un **corridor terrestre** nord-sud à l'ouest du territoire
- Des **corridors bleus** constitués par l'Isère et la Savasse
- Une importante **enveloppe urbaine primaire** limitée dans son développement futur par des **fronts urbains**

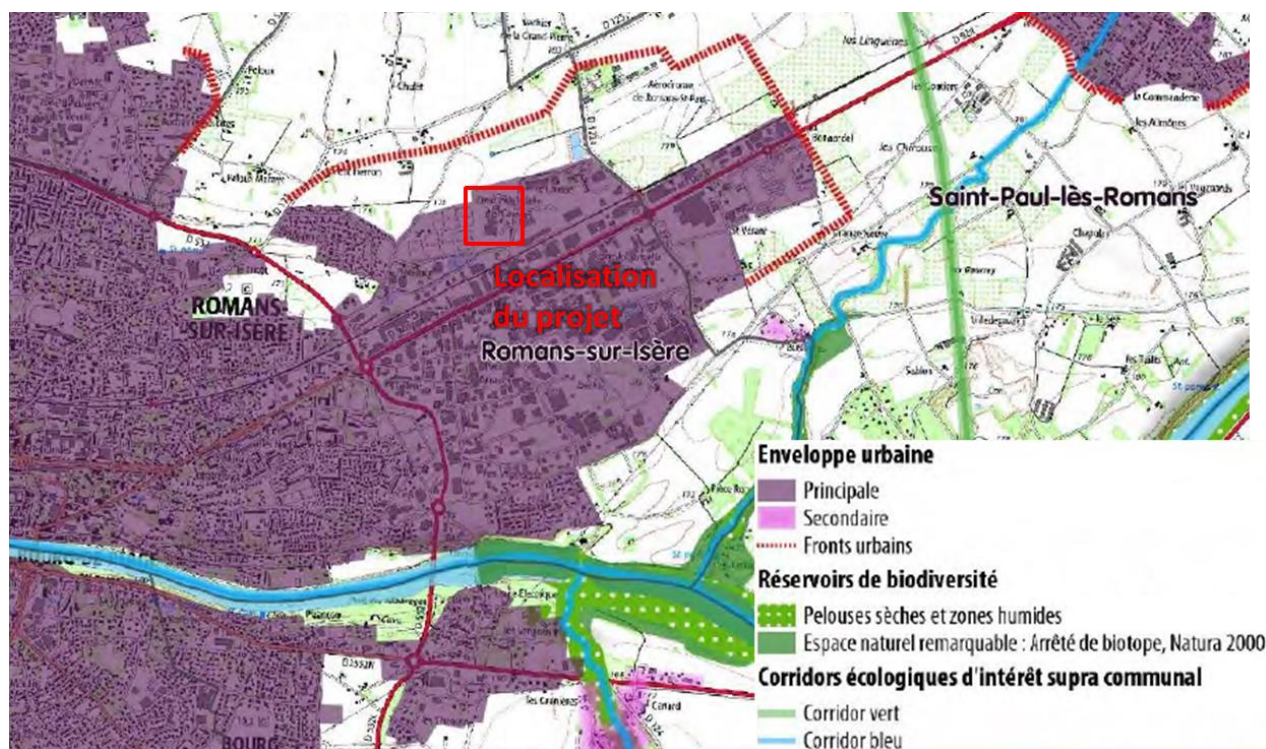


Figure 6 - Extrait des cartes de trame verte et bleue du DOO du SCoT du Grand Rovaltain

III.2.3 Incidences générales de la mise en œuvre du PLU

III.2.3.1. Continuités écologiques et milieu naturel

Le **PADD** donne pour **objectif** de préserver et valoriser le patrimoine urbain, architectural, paysager et naturel en **protégeant durablement** les **berges de l'Isère** et les **collines des Balmes**, éléments patrimoniaux de la commune

• Incidences sur la trame verte et bleue :

La zone de projet est localisée au sein de l'enveloppe urbaine principale délimitée par le SCoT et n'est concernée par aucun zonage signalant un intérêt écologique.

La zone de projet se caractérise par la présence de terrains sportifs enherbés bordés par des zones urbanisées à l'est par le site existant de Délifrance et au sud par une route puis par des bâtiments d'entreprises. La limite ouest se caractérise par d'autres terrains enherbés auxquels succèdent une majorité de grandes cultures agricoles.

Ainsi les continuités écologiques sont limitées sur le secteur en raison de l'urbanisation bien présente. Seules les zones au nord et nord-ouest sont plus ouvertes mais les grandes monocultures sont peu favorables à la dispersion des espèces. Au nord-ouest, est présent le bourg Mours-Saint-Eusèbe ainsi que celui de Génissieux au nord, tous deux à 2 km de la zone d'étude.

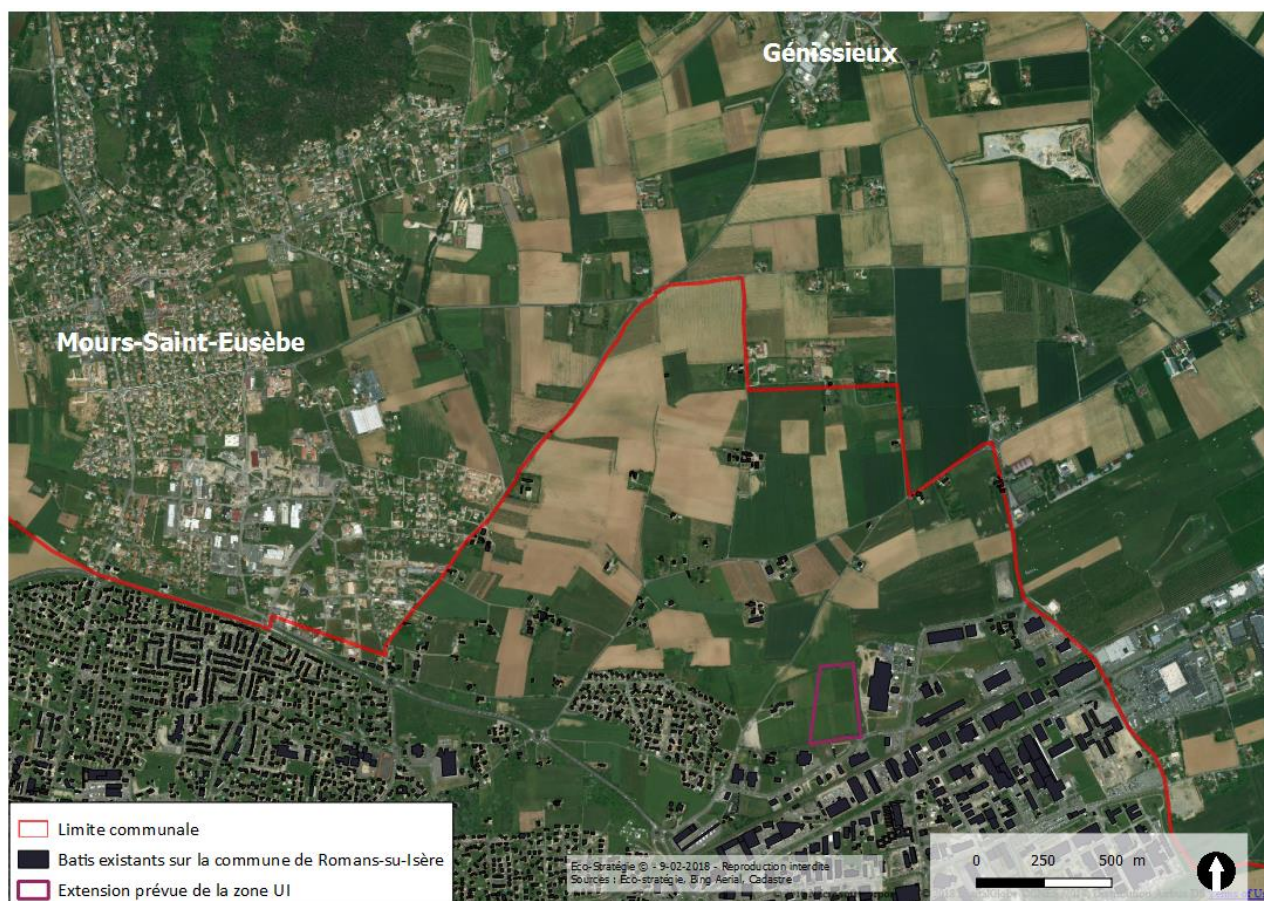


Figure 7 – Localisation de la zone de projet en contexte péri-urbain

Les continuités écologiques apparaissent dégradées et se concentrent localement sur les quelques secteurs de friches (friches herbacées et arbustives). On retrouve un merlon recouvert par une friche arbustive au nord de la parcelle UI. Ce talus enfriché n'est pas directement connecté à d'autres milieux naturels d'intérêt, la majorité des milieux limitrophes correspondant à des cultures agricoles dépourvues de haies.

En conclusion, la zone de projet est située en continuité de zones urbanisées, en contexte agricole intensif et où les continuités écologiques sont très dégradées. Il n'y a pas de réservoir de biodiversité ni de corridor écologique sur la zone et à proximité. Seul le merlon enfriché au nord présente un intérêt local, en lien avec d'autres friches arbustives à l'ouest.

III.2.3.2. Incidences sur le réseau Natura 2000

La commune est concernée par le site Natura 2000 des Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère, zone spéciale de conservation (ZSC) FR8201675.

Ce site est morcelé et le secteur le plus proche est situé à **4,7 km** et en amont de la zone visée par la déclaration de projet.

D'après le diagnostic communal, le site des sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère a été pressenti comme un site d'importance communautaire pour la valeur patrimoniale de ses ensembles de pelouses, se développant sur les sols molassiques, principalement :

- des pelouses pionnières des rebords et pentes de molasse, habitat prioritaire instable et fragile,
- des pelouses pionnières des milieux sableux, habitat prioritaire fragile,
- des pelouses sèches et faciès d'embaumement des pentes de molasse, habitat communautaire.

Ce site est situé à cheval sur deux domaines biogéographiques : le domaine centro-européen et le domaine méditerranéen. Les inventaires menés dans le cadre du site Natura 2000 ont montré une importante richesse écologique et la présence d'espèces protégées et d'intérêt (chiroptères, amphibiens, entomofaune...).

Les menaces et pressions identifiées vis-à-vis de ce site sont :

- La présence d'espèces exotiques envahissantes
- L'urbanisation discontinue et dispersée
- Les activités de randonnée, équitation et véhicules non-motorisés
- La fréquentation des véhicules motorisés

Le site du projet est constitué de zones herbacées (terrains de sport) ainsi que de friches herbacées et arbustives (voir le descriptif de ces milieux dans le chapitre ci-après). Ainsi, ces milieux naturels sont communs et en partie artificialisés et ne sont pas susceptibles d'abriter des espèces d'intérêt communautaire inféodées aux pelouses du site Natura 2000. Il convient de préciser que le gazon des terrains de rugby, appelé aussi communément « pelouse » est un milieu artificiel sans aucun lien avec les pelouses naturelles du site Natura 2000 (pelouses pionnières et pelouses sèches).

Le projet, du fait de sa distance au site et de ses caractéristiques, n'est donc pas susceptible d'avoir une incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère.

III.2.4 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement

La zone UI s'étend sur 4 ha et se compose de différents milieux :

- **Friche herbacée artificielle (gazon)** sur 64,3% de la superficie de la zone. Il s'agit des terrains de rugby, qui se caractérise par un couvert végétal artificiel et uniforme, composé en majorité de Raygrass. Les enjeux écologiques sont jugés faibles.

- **Friche basse herbacée** : il s'agit d'une friche composée d'espèces végétales communes (Plantain lancéolé, Cirse commun, Fenouil commun, diverses graminées dont le Dactyle aggloméré, etc.). Cette friche couvre près de 28,2 % de la parcelle UI. Une partie de cette friche était clôturée et avait été pâturée vraisemblablement par des équins, mais de manière ponctuelle, le faciès de prairie de pâture étant peu marquée. Les enjeux écologiques de cette zone restent limités, pouvant toutefois constituer un terrain de chasse oiseaux et abriter quelques espèces d'insectes communs (papillons, criquets, etc.).



Figure 8 – Friche herbacée artificielle (gazon) et friche basse herbacée avec le bâtiment de Délifrance en arrière-plan

- **Friche arbustive et herbacée sur merlon** : la limite nord de la parcelle UI et son prolongement plus à l'ouest (jusqu'à la route communale) est marquée par la présence d'un merlon de terre de 4 mètres de hauteur. Ce merlon couvre une superficie d'environ 2,5 % de la parcelle UI. Il est recouvert par une végétation arbustive (Sureau noir, Cornouiller, Cerisier Ste Lucie, Rosier des Chiens, Ronce, Clématite vigne-blanche) et une végétation de hautes herbacées (Fenouil commun, Petit calament, Aigremoine, Armoise commune, etc.). Sont présents également quelques arbres : peupliers de taille modérée et de l'acacia, cette dernière espèce présentant un caractère invasif. Une autre espèce invasive est aussi présente, le Sénéçon du Cap. Globalement cette friche présente peu d'intérêt écologique ; néanmoins les milieux arbustifs et les quelques arbres sont favorables à des espèces de passereaux communs, comme la Mésange bleue, la Mésange charbonnière, le Chardonneret élégant, le Rougegorge (espèces observées lors du passage sur site en octobre 2017). Ce merlon gagnerait à être préservé pour des raisons écologiques mais aussi paysagères. Du fait de sa hauteur, il permettrait une meilleure insertion paysagère du futur bâtiment de Délifrance. Cette préservation pourra se faire au titre L151.23 du code de l'urbanisme. Une porosité pourra être aménagée dans le respect du caractère et de l'intérêt du merlon, notamment en vue de créer une voirie publique reliant la zone nord avec la zone au sud du merlon.



Figure 9 – Vue du merlon depuis l'ouest de la parcelle UI et Seneçon du Cap



Figure 10 – Mésange bleue et Chardonneret élégant sur la friche arbustive

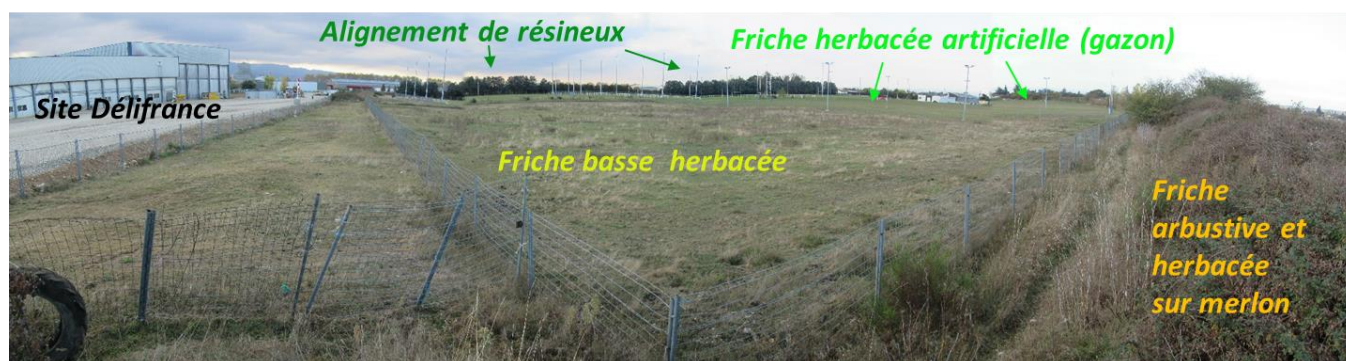


Figure 11 – Vue du nord-est de la zone UI et des différents milieux présents

- **Alignement de résineux** : il s'agit de cyprès plantés en limite de la parcelle UI et dans le prolongement plus à l'ouest le long des terrains de rugby (couvre 5 % de la parcelle UI). Ces cyprès ne présentent pas d'intérêt écologique particulier mais peuvent être favorables à la nidification d'oiseaux communs, comme ceux mentionnés précédemment. Cet alignement a un réel intérêt à être préservé en termes de barrière paysagère.

- **Culture agricole** : cette parcelle jouxte la parcelle UI et est séparée par le merlon. Il n'y a pas d'enjeu écologique particulier sur cette zone.



Figure 12 – Alignement de cyprès



Figure 13 – Milieux identifiés sur et aux abords de la zone UI d'extension du projet

Pour conclure sur les incidences du PLU sur les parcelles d'urbanisation future, **la consommation d'espaces agricoles s'élève à 1,2 ha**, correspondant à la surface de la friche basse herbacée (potentiel écologique limité).

La consommation d'espaces naturels est quasi-inexistante, si l'on considère que l'alignement de résineux au sud et le merlon en friche au nord, seront préservés.

Ainsi, la mise en compatibilité du PLU de Romans-sur-Isère, **sous réserve d'intégrer les préconisations de l'évaluation environnementale**, présente une **consommation d'espaces** qui porte sur des **espaces de faible intérêt écologique**. La consommation des **espaces agricoles est faible avec un potentiel agronomique modérée**.

III.3. Pollutions, nuisances et qualité des milieux

III.3.1 Articulation du PLU avec les autres documents

Sources : Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de Drôme-Ardèche 2015-2027, SRCAE Rhône-Alpes, SCoT Grand Rovaltain, Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter de DELIFRANCE pour une nouvelle chaîne de fabrication, 2017

- **SCoT de Grand Rovaltain (extraits) : Energie – Climat – Qualité de l'Air**

« Les PLU doivent permettre, dans les zones d'habitat et d'activités, la production et la distribution d'électricité pour sécuriser l'approvisionnement et produire de l'électricité d'origine renouvelable de façon décentralisée.

En ce qui concerne le développement du solaire photovoltaïque et thermique, et de l'éolien, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre un développement maîtrisé de ces installations dans le cadre de projets en fixant des conditions veillant à atteindre :

- [...]
- une compatibilité avec les enjeux agricoles, naturels et patrimoniaux au regard des usages du sol et du fonctionnement écologique du site.

Ainsi, les règlements favorisent prioritairement **le développement du solaire ou du photovoltaïque et éolien sur bâtiments ou sur parkings**, plutôt qu'au sol, sous réserve de favoriser la bonne intégration paysagère et architecturale.

[...] De plus, les documents d'urbanisme, en particulier les orientations d'aménagement et de programmation des PLU, devront veiller à proposer des modes d'habiter qui favorisent une adaptation au changement climatique notamment par une attention particulière portée à la **végétalisation des espaces**, l'orientation des bâtiments, et la réduction de **l'imperméabilisation des sols**.

- **Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Rhône-Alpes**

La Région Rhône-Alpes possède un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) **approuvé le 24 avril 2014 et annulé le 3 novembre 2016**.

- **Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PIPGDND)**

Le projet de Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de Drôme-Ardèche pour la période 2015-2027 a reçu un avis favorable le **8 août 2015**, suite à l'enquête publique. Les objectifs et moyens retenus sont les suivants :

- par actions de prévention : diminution de 20% des Déchets Ménagers et Assimilés en 2027 (par rapport au scénario sans le Plan) ;
- par recyclage : 60% de valorisation matière et organique en 2027 grâce à l'amélioration de la collecte sélective et des bio déchets des ménages, la mise en place de la collecte des bio déchets des gros producteurs, la collecte des textiles, une meilleure collecte en déchèterie ;
- au niveau des déchets résiduels non valorisables : un bilan de - 28 % de résiduels à incinérer ou stocker ;
- en matière d'émissions de GES : **réduction des émissions de GES** (par rapport au scénario sans le Plan, et par rapport à la situation 2010) conforme aux objectifs fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie ;
- en matière de consommation d'énergie : -9 à 12% pour les déchets ménagers et -15% de plus pour les Déchets d'Activité Économique.

La prise en compte de ce PIPGDND n'est pas directement visible car la compétence de collecte et de traitement des déchets ménagers est traitée à l'échelle intercommunale par le SYndicat de TRaitement des déchets Ardèche-Drôme (SYTRAD).

• SCoT du Grand Rovaltain (extraits) : Risques industriels et technologiques

« Le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de limiter l'exposition aux risques technologiques majeurs :

- En maintenant ou **créant des « zones tampons » ou périmètres d'inconstructibilité autour des sites recevant des activités à risques et/ ou nuisantes** : le PLU ou PLUi identifie les établissements présentant un risque et veille à ce que les périmètres de protections soient respectés ;
- En implantant **les industries dangereuses à l'écart des zones habitées** (existantes ou futures) : à titre préventif, il est souhaitable que les activités nouvelles, lorsqu'elles génèrent des risques importants d'émanations dangereuses et/ou d'explosions (installations SEVESO, **installations soumises à autorisations** ...) soient **localisées à l'écart des zones habitées ou à urbaniser et s'accompagnent de mesures de limitation du risque à la source** ;
- Dans le même temps, la contrepartie de cet objectif ne doit pas conduire à reporter les risques sur des ressources naturelles sensibles. Les communes doivent ainsi identifier dans les PLU des sites pour privilégier l'implantation de telles activités et adapter les droits à construire en fonction de la sensibilité locale et de l'intensité du risque identifié ;
- Compte tenu des **enjeux liés à la reconversion de sites industriels**, les PLU doivent identifier, sur la base des données existantes, les sols pollués et adapter le règlement en conséquence. La construction d'établissements accueillant des publics sensibles sur ces sites ne devra être autorisée que si leur dépollution est garantie. »

• SCoT du Grand Rovaltain (extraits) : Bruit et pollutions atmosphériques

« **ENCADRER LE DEVELOPPEMENT À PROXIMITE DES ACTIVITES GENERATRICES DE NUISANCES SONORES**

Le développement de l'habitat à proximité immédiate des zones d'activités générant des nuisances doit être encadré. Des aménagements de type zone-tampon végétalisée sont recommandés. La distance idéale entre habitat et activités nuisantes doit être adaptée au contexte local.»

III.3.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement

• Energie – Climat – Qualité de l'Air

Le projet et la mise en compatibilité du PLU ne vont pas à l'encontre des objectifs du SCoT sur ce thème.

• Risque technologique

L'usine Délifrance est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et soumise au régime d'autorisation.

Le SCoT préconise que ce type d'installation soit « **localisées à l'écart des zones habitées ou à urbaniser et s'accompagnent de mesures de limitation du risque à la source** ». Or, la future zone UI envisagée pour le projet est **accolée à une zone 2AU** destinée à l'urbanisation future.

Une modification du zonage de la zone 2AU est préconisée pour permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation. Le sud de la zone 2AU ne devra pas avoir une vocation d'habitat.

- **Nuisances et santé**

Le bruit généré par l'usine Délifrance est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation à 70 dB(A) de jour et à 55 ou 60 dB(A) de nuit. L'augmentation de trafic liée au projet risque d'entraîner une augmentation des nuisances.

D'après le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter, le site n'a fait l'objet d'aucune plainte concernant les odeurs.

La modification de la zone 2AU préconisée ci-dessus pour prévenir les risques technologiques aura également un effet positif sur les nuisances sonores (et éventuellement olfactives) générées par le fonctionnement de l'usine. La mise en place de barrières végétales comme recommandé par le SCoT est également préconisée.

L'exposition au bruit est susceptible d'être accentuée par le projet.

Néanmoins, la réglementation relative au niveau sonore de l'usine, la modification de la zone 2AU préconisée ci-dessus et la mise en place de barrières végétales comme recommandé par le SCoT permettront de limiter les nuisances sonores

- **Sites et sols pollués**

Aucun site et sol pollué n'est connu ou répertorié la zone de projet dans les bases de données BASOL (=inventaires des sites et sols pollués) ni aucun ancien site industriel (BASIAS).

- **Réseau électrique haute tension**

La zone de projet n'est pas concernée par des lignes électriques.

III.4. Ressources en eau et assainissement

Sources : SCoT du Grand Rovaltain ; GEST'EAU [en ligne] <http://www.gesteau.fr>, Site du SDAGE Rhône-Méditerranée, Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter de DELIFRANCE pour une nouvelle chaîne de fabrication, 2017 ; DDT de la Drôme, Arrêté interprefectoral de la Drôme n° 26-2016-12-09-001 et de l'Isère n°38-2016-10-17-010, arrêté préfectoral N° 26-2017-07-21-007 et n° 03-838 de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection sanitaire des captages de Tricot et les Etournelles, consultation de l'ARS

III.4.1 Articulation du PLU avec les autres documents

- **SCoT du Grand Rovaltain (extraits) : Garantir la recharge des nappes souterraines**

« **Objectif** : Les documents locaux d'urbanisme doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour **éviter les incidences négatives de l'urbanisation et de l'implantation d'activités polluantes ou dangereuses dans les zones favorables à la recharge des nappes**. Par ailleurs, ils **limitent au maximum l'imperméabilisation des sols** dans ces zones et préservent les écosystèmes humides. »

- **Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux**

« **Objectif** : Les collectivités locales concernées par des ouvrages de captages doivent être vigilantes au mode de développement de leur territoire au-delà des périmètres des DUP de protection des captages d'eau potable, particulièrement en amont des bassins versants, afin de ne pas grever les solutions pérennes à apporter aux problèmes de pollution. A travers leurs PLU, elles **évitent également de prévoir l'implantation d'activités dangereuses ou polluantes à proximité des aires de captages et dans les Zones d'Intérêt Actuel ou Futur de la nappe alluviale du Rhône (ZIA/ZIF 07d)** ainsi que les zones d'intérêt prioritaire et les zones d'intérêt secondaire de la nappe Molasse Miocène du Bas Dauphiné (cf état initial de l'environnement).

Le SCoT affirme sa volonté de **préservation des milieux naturels aquatiques, en lien avec le maintien, la restauration ou le renforcement des éléments naturels de la trame verte et bleue**.

Les documents d'urbanisme locaux doivent garantir un développement urbain adapté aux capacités de traitement des eaux usées et à la préservation des milieux récepteurs »

- **Maitriser le ruissellement pluvial et limiter l'imperméabilisation des sols avec la mise en œuvre de techniques alternatives**

Afin de limiter les **risques liés au ruissellement des eaux pluviales** et de favoriser l'alimentation des nappes, les documents d'urbanisme et les projets d'aménagements, dans les secteurs où cela est possible (possibilité technique et compatibilité avec les risques de mouvement de terrain), doivent inclure des **mesures et/ou dispositifs limitant les volumes d'eau rejetés dans les réseaux et les cours d'eau** (maintien de secteurs perméables, **l'infiltration sur place des eaux de toiture**, sens des plantations en travers des pentes) et les débits de rejet de ces eaux (noues, bassins, traitement à la parcelle).

Le SCoT recommande pour tout projet d'aménagement une **analyse de la capacité des réseaux à absorber les débits de ruissellement des eaux pluviales**. » [...]

« Les communes doivent prendre dans leurs documents d'urbanisme des **mesures de nature à limiter l'imperméabilisation des sols ou à la compenser par des retenues permettant de réguler les apports en eaux pluviales** aux cours d'eau. »

III.4.2 Etat initial et enjeux

- **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée**

La commune est concernée par les masses d'eau suivantes identifiées au SDAGE :

Tableau 2 - Masses d'eau superficielles identifiées au SDAGE sur le territoire communal

masse d'eau superficielle	Etat et atteinte du bon état (selon la DCE)	Pressions
FRDR10364 - ruisseau le Riousset	Etat écologique moyen, état chimique non connu <i>Atteinte du bon état écologique : 2027</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pollutions ponctuelles/diffuses - Altérations hydro-morphologiques, aménagement des rivières
FRDR1107 - Le Châlon	Bon état écologique et chimique	
FRDR1108 - La Savasse	Etat écologique médiocre, bon état chimique <i>Atteinte du bon état écologique : 2027</i>	
FRDR1110 - La Joyeuse	Bon état écologique et chimique	
FRDR11096 - ruisseau le Bial rochas	Etat écologique moyen, bon état chimique <i>Atteinte du bon état écologique : 2027</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pollutions diffuses - Altérations hydro-morphologiques, aménagement des rivières
FRDR12104 - ruisseau de la maladière	Etat écologique moyen, état chimique non connu <i>Atteinte du bon état écologique : 2027</i>	
FRDR312 - L'Isère de la Bourne au Rhône	Etat écologique moyen, état chimique mauvais <i>Atteinte du bon état écologique : 2027</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pollutions ponctuelles/diffuses - Prélèvements - Altérations hydromorphologiques, aménagement des rivières

Tableau 3 - Masses d'eau souterraines identifiées au SDAGE sur le territoire communal

masse d'eau souterraine	Etat et atteinte du bon état (selon la DCE)	Pressions
FRDG103 - Alluvions anciennes de la Plaine de Valence et terrasses de l'Isère	Bon état quantitatif Etat chimique mauvais (objectif : 2021)	<ul style="list-style-type: none"> - Pollutions diffuses (Nitrates/Pesticides/Triazines) - Prélèvements
FRDG219 - Molasses miocènes du Bas Dauphine entre les vallées de l'Ozon et de la Drome + complexes morainiques	Bon état quantitatif Etat chimique mauvais (objectif : 2021)	<ul style="list-style-type: none"> - Pollutions diffuses (Nitrates/Pesticides/Atrazine/Triazines)

La zone de projet est localisée à l'écart de ces cours d'eau. La réalisation du projet ne va pas à l'encontre de mesures prévues pour l'amélioration ou la préservation de ces masses d'eau.

• Captages : protection et aires d'alimentation

La commune présente sur son territoire **deux captages d'eau potable** :

- le captage les Etournelles
- le captage Tricot.

Ces captages font l'objet de 3 périmètres de protection: immédiat, rapproché et éloigné. Le projet se situe hors de ces trois périmètres (Figure 14).

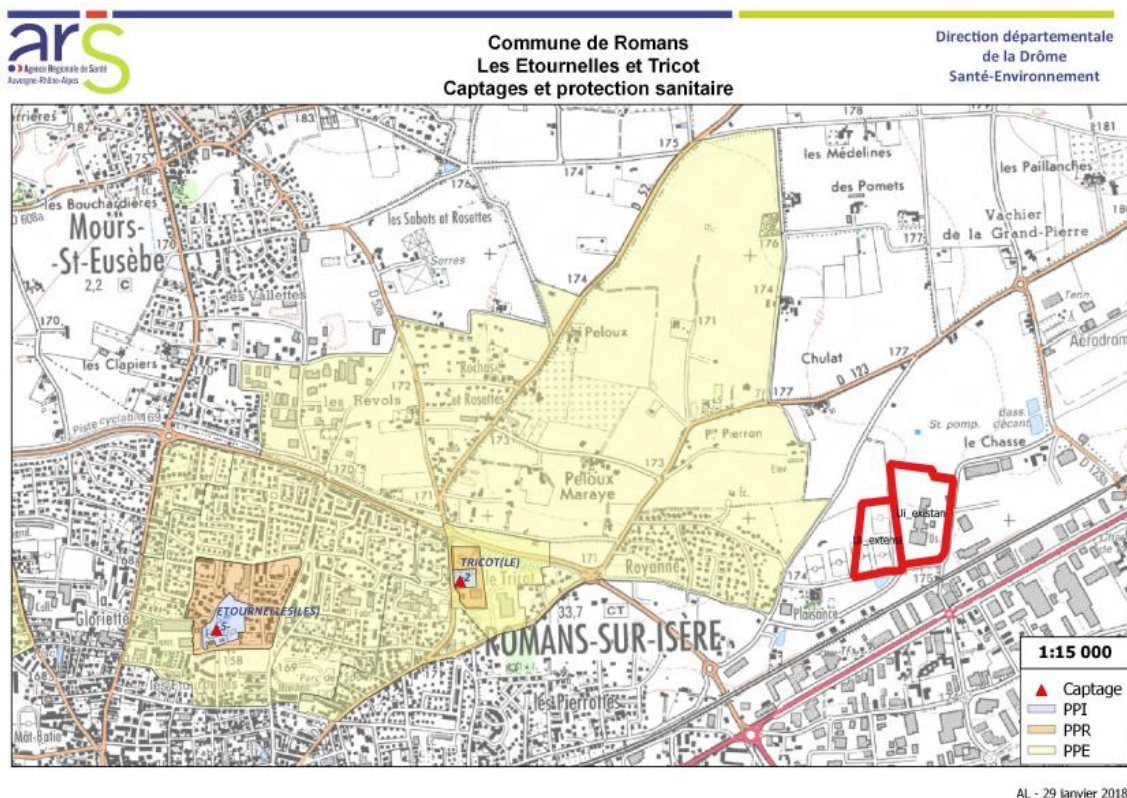


Figure 14 - Carte des périmètres de protection des captages Les Etournelles et Tricot (source : ARS)

En revanche, il est situé au sein du **périmètre de protection de l'aire d'alimentation** de ces captages (Figure 16). L'Aire d'Alimentation d'un captage correspond à la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruissèle alimente le captage. Les zones de protection des aires d'alimentation sont associées à un plan d'action visant à lutter contre les pollutions diffuses et ponctuelles qui affectent la qualité de l'eau. **A ce jour, ce programme d'action n'a pas fait l'objet d'un arrêté préfectoral. La lutte contre les pollutions notamment diffuses est néanmoins à prendre en compte dans le projet.**

Le projet est localisé dans une Zone d'Intérêt Prioritaire (ZIP) pour la nappe de la molasse du bas-Dauphiné (Figure 15).

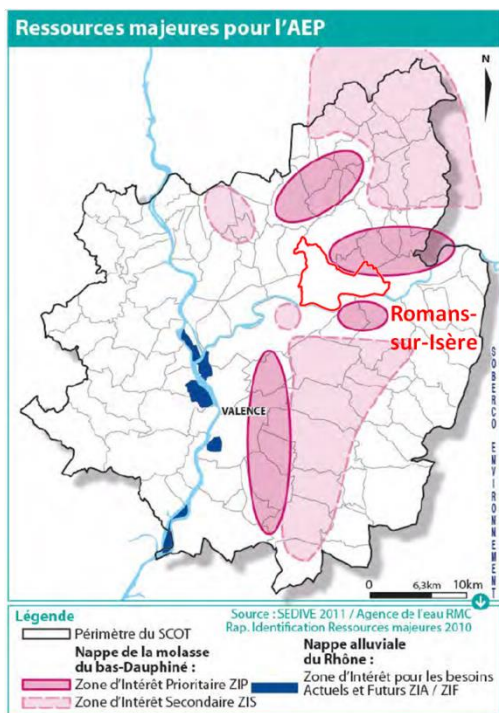


Figure 15 - Secteurs de ressources majeures pour l'alimentation en eau potable (source : EI du SCOT)

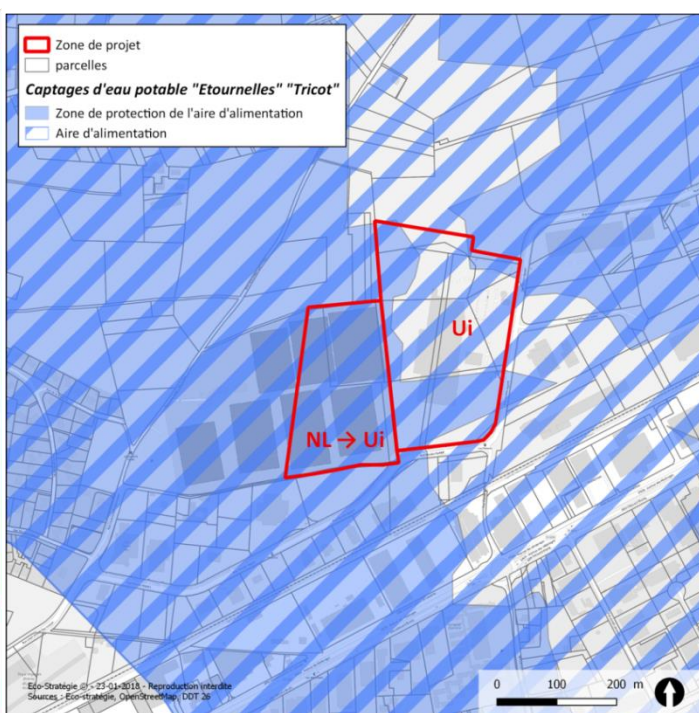


Figure 16 - Aires d'alimentation des captages et zones de protection associée dans le secteur du projet

III.4.3 Incidence de la mise en œuvre du PLU

• Assainissement et qualité des eaux

Sur le site actuel de Délifrance, les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- Les eaux pluviales de voirie (potentiellement polluées) raccordées au réseau pluvial communal ;
- Les eaux pluviales de toiture (non polluées) raccordées à un fossé drainant ;
- Les eaux sanitaires raccordées au réseau communal de collecte des eaux usées et à la STEP de Romans-sur-Isère. Le projet devrait entraîner une **augmentation** des rejets d'un **volume correspondant à environ 55 EH¹**.
- Les eaux industrielles pré-traitées sur le site avant rejet au réseau communal raccordé à la STEP de Romans-sur-Isère. L'augmentation attendue des volumes n'est pas précisée. Si ceux-ci atteignent leur valeur limite, cela correspondrait à une **augmentation en volume de 490 EH** environ.
- Il est prévu, dans le cadre du projet, un nettoyage des différentes lignes non simultanément, afin de limiter les pics de flux de charge vers la STEP.

Le site dispose de réseaux séparatifs pour chacun de ces effluents. Les effluents industriels font l'objet d'une réglementation de certaines concentrations et paramètres et d'un suivi strict. Des **dépassements sont observés ponctuellement** du fait d'une station de prétraitement actuellement sous-dimensionnée. Celle-ci va être remplacée par un **nouveau dispositif**.

¹ Valeur calculée à partir du volume estimé pour un équivalent habitant de 180 L d'effluent par jour soit environ 68 m³ par an (<http://www.spge.be>)

La commune de Romans-sur-Isère dispose d'une station d'épuration exploitée par VEOLIA EAU. Mise en service en décembre 2002, elle présente une capacité de 107 900 EH (équivalent habitant). Bien qu'elle soit conforme en équipement, en 2016, la charge maximale en entrée atteignait 153 282 EH et les abattements en DBO5 et DCO n'étaient pas atteints. **Dans ces conditions, la STEP n'est pas en mesure d'accueillir l'augmentation des rejets prévus par le projet.**

Valence Romans Agglo a engagé une **étude de diagnostic et de schéma directeur en 2016 pour déterminer les travaux** qu'il faudra réaliser pour obtenir la conformité réglementaire.

La compatibilité de l'évolution du PLU et la création du projet avec les capacités d'assainissement de la STEP de Romans-sur-Isère sera à vérifier en fonction du résultat du diagnostic de Valence Romans Agglomération et de la réalisation de travaux d'amélioration de la station.

• Gestion des ressources naturelles en eau

L'eau utilisée pour les besoins du site et de son extension provient du réseau communal (procédés, lavage) et d'un puits de forage privé (refroidissement, arrosage) localisé sur le site. Le forage privé va être déplacé et aménagé dans le cadre du projet afin d'éviter toute pollution de la nappe d'eau souterraine captée.

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2014 autorise le site à des consommations annuelles maximales de 45 000 m³ pour l'eau souterraine et **30 000 m³ pour l'eau du réseau public**. Ces consommations étaient dépassées en 2016 (eau souterraine : 47 768 m³ ; réseau public : 33 825 m³). Une modification de ces valeurs limites a été demandée en 2017.

• Captages : protection et aires d'alimentation

Du fait d'importantes surfaces destinées à accueillir des bâtiments et de la voirie, le projet entraînera une forte imperméabilisation du sol.

Le SCoT donne pour objectif pour les communes de *«prendre dans leurs documents d'urbanisme des **mesures de nature à limiter l'imperméabilisation des sols ou à la compenser par des retenues permettant de réguler les apports en eaux pluviales aux cours d'eau.**»*

Ainsi, en zone UI, le règlement actuel du PLU stipule que :

« 20 % de la surface de l'unité foncière seront traités en espaces verts. Si impossibilité d'atteindre ces 20%, cette obligation pourra être traduite par :

- La mise en œuvre d'un stationnement alvéolaire engazonné drainant sur le reliquat manquant des 20 % ;
- Ou
- Un stationnement couvert par une pergola végétalisée sur le reliquat manquant des 20 % dans la limite de 10% de la surface de l'unité foncière (En cas de pergola, il faut au moins 10% d'espaces verts). »

Par ailleurs, le SCoT demande également d'inclure pour les projets d'aménagement **« des mesures et/ou dispositifs limitant les volumes d'eau rejetés dans les réseaux et les cours d'eau »** et notamment par l'infiltration sur place des eaux de toiture. Dans ce sens, le projet prévoit que les eaux pluviales de toiture (non polluées) soient raccordées à un fossé drainant afin de permettre leur infiltration.

Enfin, afin de limiter les pollutions liées aux hydrocarbures des voiries, DELIFRANCE a prévu l'installation d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures situé en partie Sud du site. Conformément au règlement du PLU, cet équipement sera dimensionné sur la base d'une pluie annuelle.

Aussi, plusieurs mesures sont mises en œuvre afin de limiter l'impact du projet sur l'infiltration des eaux pluviales et sur la qualité des eaux de captage destinées à l'eau potable.

III.5. Autres ressources naturelles

Sources : SCoT du Grand Rovaltain, BRGM - Infoterre

III.5.1 Articulation du PLU avec les autres documents

- **SCoT du Grand Rovaltain (extraits) : agriculture**

« La préservation du foncier agricole et naturel est affirmée comme une orientation fondamentale pour le territoire. Le mitage et les extensions insuffisamment maîtrisées doivent être stoppés. Ainsi, l'ensemble du développement futur doit se faire dans ou à partir des enveloppes urbaines existantes. [...] »

D'une manière prioritaire, les espaces agricoles ayant fait l'objet d'investissements (irrigation) ou les espaces d'AOC, AOP ou IGP, plantés ou non, doivent faire l'objet d'une protection renforcée. La préservation des autres espaces agricoles est fonction de leur potentiel agronomique ou économique tel que déterminé par le volet agricole du diagnostic. L'entretien des espaces agricoles en général permet de lutter contre les plantes invasives responsables d'affections graves de la santé des habitants du territoire. »

- **Sylviculture et carrières**

Zone non concernée.

III.5.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement

- **Agriculture et sylviculture :**

La zone destinée à accueillir le projet est actuellement occupée par des aménagements de loisirs. On note cependant la présence d'une friche basse herbacée pouvant constituer une parcelle agricole. Toutefois il s'agit d'une petite surface de terrain (1,2 ha) qui est isolé entre le site Délifrance actuel et les terrains de rugby. Cette friche agricole présente des potentialités agricoles limitées. Aucun espace forestier n'est présent sur la zone et ne sera sinon impacté.

- **Carrières :**

Une exploitation de carrière était présente sur la zone du projet. Elle est aujourd'hui fermée.

III.6. Risques naturels et technologiques

III.6.1 Articulation du PLU avec les autres documents

Sources : SCoT du Grand Rovaltain ; Prim.net ; DDRM Drome, 2004 ; site du SDAGE Rhône-Méditerranée : Cartographie des risques d'inondations du TRI de Romans-sur-Isère/Bourg-de-Péage, Site de la DDT Drôme : Plan particulier d'intervention du site AREVA NP-Romans

• SCoT du Grand Rovaltain (extrait) : risques naturels

« Organiser le développement urbain pour minimiser l'exposition aux risques des biens et des personnes »

La prévention des risques d'inondation à travers des modalités d'aménagement adaptées doit permettre de réduire la vulnérabilité du territoire face au risque. Les documents d'urbanisme locaux doivent traduire la programmation d'ouvrages de lutte contre les risques d'inondation des zones déjà urbanisées.

L'implantation de constructions et infrastructures ne doivent pas aggraver les risques sur des zones d'habitat ou d'activités. Les dispositifs et aménagements permettant d'éviter cette aggravation doivent être prévus en amont de la réalisation des projets en veillant à prendre en compte les enjeux environnementaux, agricoles et paysagers.

Les inondations par débordements des cours d'eau

[...] Le contenu des documents d'urbanisme locaux doit être **cohérent avec les prescriptions du PPRI** lorsqu'il existe. »

• Risques technologiques

« Le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de limiter l'exposition aux risques technologiques majeurs :

- En maintenant ou créant des « **zones tampons** » ou **périmètres d'inconstructibilité autour des sites recevant des activités à risques et/ou nuisantes** : le PLU ou PLUi identifie les établissements présentant un risque et veille à ce que les périmètres de protections soient respectés ;
- En **implantant les industries dangereuses à l'écart des zones habitées** (existantes ou futures) : à titre préventif, il est souhaitable que les activités nouvelles, lorsqu'elles génèrent des risques importants d'émanations dangereuses et/ou d'explosions (installations SEVESO, installations soumises à autorisations ...) soient localisées à l'écart des zones habitées ou à urbaniser et s'accompagnent de mesures de limitation du risque à la source ;
- Dans le même temps, la contrepartie de cet objectif ne doit pas conduire à reporter les risques sur des ressources naturelles sensibles. Les communes doivent ainsi identifier dans les PLU des sites pour privilégier l'implantation de telles activités et adapter les droits à construire en fonction de la sensibilité locale et de l'intensité du risque identifié ;
- [...] ;
- Compte tenu des enjeux liés à la reconversion de sites industriels, les PLU doivent identifier, sur la base des données existantes, les sols pollués et adapter le règlement en conséquence. »

• Dossier départemental des risques majeurs

Le dossier départemental des risques majeurs de la Drôme de 2004 signale les risques suivants sur la commune de Romans-sur-Isère :

- **Inondation et rupture de barrage**
- **Transport de matière dangereuse** (canalisation)
- **Risque industriel (SEVESO seuil haut et stockage sous terrain)**
- **Risques liés à l'industrie nucléaire**

La commune n'est pas couverte par un PPRI mais par un TRI. Elle dispose de deux PPRT concernant les établissements industriels de Baulé-Exsto et Courbis-Synthèse et d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) pour le site AREVA NP-ROMANS. Elle est également dotée d'un DICRIM et d'un Plan Communal de Sauvegarde. Une carte du risque feux de forêts a été réalisée en 2010 par la DDT Drôme.

- **Risque inondation et rupture de barrage**

La commune de Romans-sur-Isère est incluse dans le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Romans-sur-Isère/Bourg-de-Péage dont la cartographie a été arrêtée le 20 décembre 2013. Il cartographie le débordement des principaux cours d'eau du territoire à savoir l'Isère et certains de ses affluents.

Le risque de rupture de barrage concerne les barrages de Roselend, Tignes, Monteynard, Sautet et Grand'Maison. Monteynard est le barrage le plus proche, pour Romans-sur-Isère le temps d'arrivée des ondes de submersions est de 5h50.

Ces risques doivent être pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

- **Risque feux de forêt**

Ce risque est annoncé comme faible à très faible sur la commune. Il ne constitue pas un enjeu majeur pour le PLU.

- **Risques transport des matières dangereuses**

La commune est concernée par :

- Le risque lié au **transport de gaz** par une canalisation de gaz naturel située au nord-ouest de la commune.
- Le risque lié au **transport routier de matières dangereuses** le long de la RN532, de la RD92 et de la voie ferrée.

Le risque transport des matières dangereuses et les servitudes liées au transport de gaz devront être pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

- **Risque industriel (SEVESO seuil haut et stockage sous terrain) et risques liés à l'industrie nucléaire**

La commune est concernée par 2 sites classés SEVESO disposant d'un PPRT. Ces sites sont deux usines de fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques, COURBIS SYNTHÈSE et EXSTO SAS. Les PPRT associés délimitent un périmètre d'exposition au risque et plusieurs zonages réglementaires.

Le territoire communal présente de nombreuses installations industrielles dont plusieurs ICPE en régime d'autorisation (avec ou sans servitude) ou d'enregistrement.

Le site nucléaire AREVA NP-ROMANS (ex-AREVA FBFC) est également situé sur la commune et présente un risque à la fois nucléaire et chimique. Ce site est consacré à la production **d'assemblages de combustibles** pour les réacteurs nucléaires de la filière REP. Il est doté d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui établit un périmètre d'information de 600 m.

Le risque industriel et nucléaire et les servitudes associées devront être pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

III.6.2 Incidences notables prévisibles de la déclaration de projet sur l'environnement

- **Risque inondation et rupture de barrage**

La zone de projet entraînant mise en compatibilité du PLU est située hors des zones de débordement cartographiées dans le cadre du TRI. Sa localisation à l'écart de l'Isère permet également de prévenir les risques liés à la rupture de barrage.

Toutefois, le projet est en partie situé en zone inondable, dû au débordement de la Joyeuse. Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation, une étude d'impact hydraulique a été menée et montre que les variations des aléas sur la zone reste limitées à un périmètre proche sans enjeux et que le niveau plancher à atteindre est de 174,8 m NGF. Les planchers des nouveaux bâtiments seront construits à une hauteur minimale de 174,8 m NGF.

Ces risques sont pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU qui est compatible avec le SCoT sur cette thématique.

- **Risque feux de forêt**

La zone de projet entraînant mise en compatibilité du PLU est située hors des zones d'aléa feux de forêt.

- **Risques transport des matières dangereuses**

La zone de projet n'est pas concernée par le risque lié au **transport de gaz**.

Elle est par contre exposée au risque lié au **transport routier de matières dangereuses** le long de la RD92 et de la voie ferrée. L'étude de dangers du site Délifrance précise que le risque d'agression externe par un accident de transport de matière dangereuse n'est pas retenu, en raison de la distance du site Délifrance avec la RD92 (plus de 45 m) et la voie ferrée (plus de 60m).

Le risque transport des matières dangereuses et les servitudes liées au transport de gaz sont pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

- **Risque industriel et risques liés à l'industrie nucléaire**

Les périmètres délimités par les PPRT des sites de COURBIS SYNTHÈSE et EXSTO SAS ne concernent pas la zone de projet. Elle n'est pas non plus incluse dans le périmètre délimité par le PPI du site nucléaire AREVA NP-ROMANS (ex-AREVA FBFC).

Comme vu précédemment, l'usine Délifrance est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et soumise au régime d'autorisation.

Le SCoT préconise que ce type d'installation soit « **localisées à l'écart des zones habitées ou à urbaniser et s'accompagnent de mesures de limitation du risque à la source** ». Or, la future zone UI envisagée pour le projet est **accolée à une zone 2AU** destinée à l'urbanisation future.

Le risque industriel et nucléaire et les servitudes associées sont pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU.

La mise en compatibilité du PLU sera compatible avec le SCoT sous réserve de modifier le zonage de la zone 2AU est préconisée pour permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation. Le sud de la zone 2AU ne devra pas être une zone à vocation d'habitat.

III.7. Cadre de vie, paysage et patrimoine

III.7.1 Socio-économie et équipements de la commune

- **SCoT du Grand Rovaltain (extrait) : développement économique**

Mieux répartir l'emploi sur le territoire des communes

Dans la mesure du possible, seules les activités non compatibles avec la proximité du tissu existant notamment les habitations, doivent s'installer dans les zones d'activités.

Une offre foncière adaptée aux besoins

*De l'ordre de 420 hectares apparaissent nécessaires pour accueillir les emplois liés à la croissance démographique et améliorer le taux d'emploi. Cette surface vise également à **permettre le déplacement et l'évolution d'entreprises du territoire**. Ce potentiel foncier comprend l'aménagement, le confortement, la création et l'extension de zones d'activités de niveau Régional, Grand Rovaltain ou d'envergure locale à échéance du SCoT. [...]*

*La proposition du périmètre des zones dédiées à l'activité économique figurant dans les PLU doit être **justifiée notamment au regard de la topographie, de la desserte (déplacements et réseaux divers), de l'intégration urbaine, de la qualité agricole des secteurs et de leur sensibilité paysagère.***

*L'urbanisation de nouvelles zones d'activités doit s'opérer en **continuité de l'existant** afin d'éviter la dispersion de zones qui impactent fortement le grand paysage notamment le long des axes de communication.*

*Cette urbanisation devra se faire en **maintenant ou en restaurant la fonctionnalité des continuités écologiques existantes** (haies, plantations d'arbres, continuités non bâties et non clôturées, passage à faune, zone de calme...).*

*Les activités logistiques doivent s'adosser aux grands axes de communication. Leur localisation doit se faire prioritairement au Sud de l'agglomération de Valence, dans les zones de la Motte, des Caires et Beauvert, ou encore sur la porte d'entrée Est du territoire dans la zone des Monts du Matin. Compte tenu des **contraintes de circulation engendrées par ce type d'activités, leur localisation doit limiter les traversées d'agglomération** et intégrer dans la mesure du possible un raccordement au fer ou au Rhône.*

Le pôle Romans-nord-est est un pôle de rayonnement à l'échelle du Grand Rovaltain à vocation principale d'industrie et à vocation secondaire artisanale. Le SCoT y prévoit un développement sur 20 ha entre 2016 et 2040. L'extension de la zone UI permettra la réalisation du projet de développement de Délifrance qui s'inscrit dans le développement du pôle Romans-nord-est.

La zone de projet est localisée en continuité de la zone UI et des installations existantes et est desservie par voie secondaire menant à la RD92 permettant de rallier la RN532 et l'autoroute A49 sans nécessiter de traversée d'agglomération.

La réalisation des projets de Délifrance (création de 2 lignes de production et des zones de stockage) devrait permettre de passer de 283 à 500 collaborateurs.

La création du projet pourra se faire dans le maintien des fonctionnalités écologiques, en particulier via la préservation du merlon en friche et de l'alignement de cyprès, milieux qui bordent la parcelle au nord et au sud. Cette préservation va dans le sens des préconisations du SCoT.

Les objectifs du SCoT sont donc pris en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU et de la réalisation du projet de Délifrance.

L'impact de ce projet sera positif sur la vie économique de la commune.

• Equipements et loisirs

L'extension de la zone UI entraîne une diminution de la zone NL dédiée au sport et aux loisirs. La réalisation du projet entraînera la destruction de deux terrains de sport. Si l'un des terrains pourra être réimplanté dans la zone NL, pas d'emplacement n'est aujourd'hui prévu pour le second. Comme vu précédemment, la réduction de la zone 2AU préconisée vis-à-vis des risques et nuisances pouvant émaner de l'installation, pourra se faire au profit de la zone NL et permettre l'implantation d'un terrain de sport.

La mise en compatibilité de PLU et la réalisation du projet n'entraînera pas de diminution de l'offre en équipement sportif de loisir, sous réserve de remplacer le sud de la zone 2AU en zone NL dimensionnée pour accueillir le stade supprimé par le projet.

III.7.2 Paysage

• SCoT du Grand Rovaltain (extrait) : Préservation et valorisation des paysages

Préserver les points de vue majeurs et les panoramas

Objectifs : Depuis les reliefs, les points de vue et les panoramas majeurs, identifiés sur la carte « Eléments remarquables du paysage » seront préservés.

Préserver et valoriser la diversité des paysages du Grand Rovaltain

« L'agglomération de Romans et sa grande couronne :

- Maitriser les extensions urbaines et lutter contre l'urbanisation linéaire le long des axes de communication
- [...] Mettre en œuvre les conditions de la pérennité de l'activité agricole de proximité, garante de l'ouverture des paysages [...]

Mettre en valeur les entrées de villes

Dans les entrées d'agglomération, les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir des dispositions spécifiques relatives notamment à :

- l'aspect des constructions, dans l'objectif de limiter d'éventuelles nuisances visuelles liées en particulier au traitement des façades commerciales, [...]
- l'implantation des nouvelles constructions (esthétique, maîtrise des nuisances sonores, ...),
- les espaces verts et plantations. »

• Vues remarquables

Le diagnostic du SCoT identifie les éléments remarquables à l'échelle du Grand Rovaltain (Figure 17). Il identifie comme remarquables les vues depuis les principaux itinéraires du Grand Rovaltain. Sur Romans-sur-Isère, cette vue correspond à celle observée depuis la RN532 et qui, sur la carte, couvre la zone de mise en compatibilité du PLU. La zone de projet n'est pas visible depuis cet axe.

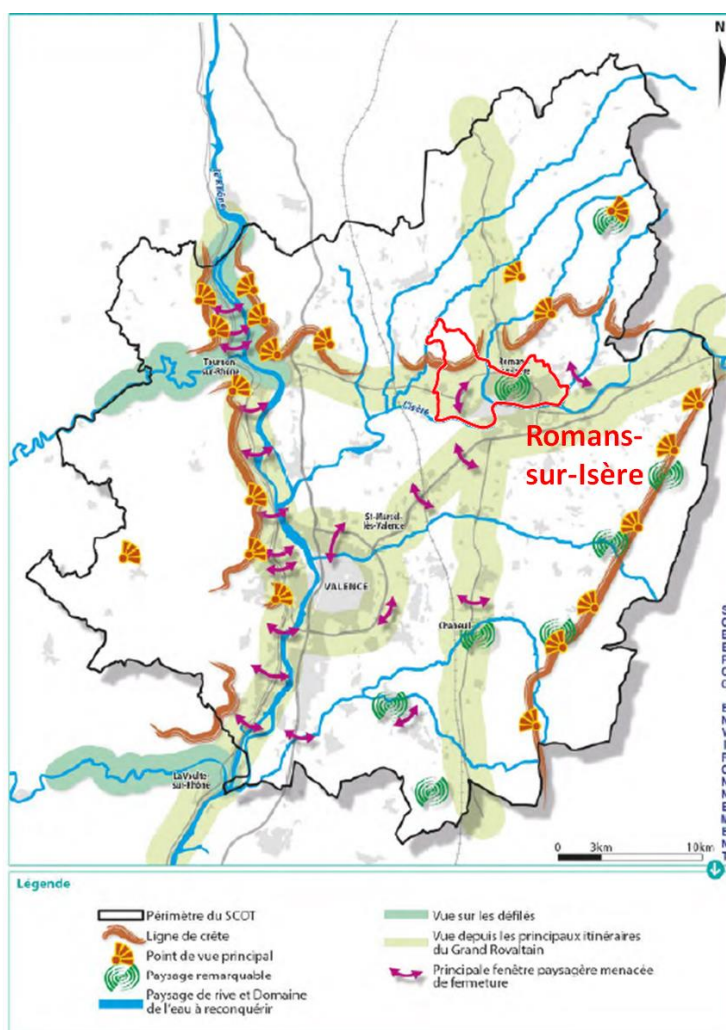


Figure 17 - Eléments remarquables du paysage (source : Etat initial du SCoT du Grand Rovaltain)

• Enjeu entrée de ville

L'enjeu « entrée de ville » à l'Est de la commune est pointé à la fois par le SCoT et le PADD qui donne pour objectif la « Requalification de l'entrée de ville Est ». Bien que proche de l'axe RD92 d'entrée de ville Est, le projet se localise sur un axe secondaire parallèle. De plus, le nombre important de bâtiments d'activité présents en bordure nord de la RD92 n'offre pas de fenêtre en vue direct sur le projet.

Le projet présentant une hauteur importante (34,4 m), il pourra néanmoins dépasser des bâtiments alentour. La bordure d'arbres présente de part et d'autre de la RD92 limitera très fortement cette visibilité.

L'impact de ce projet sera nul à très faible sur l'entrée Est de la ville.

• Impact du projet sur le paysage

Du fait de ses dimensions et de sa localisation en limite de terres agricoles, le projet peut présenter une forte visibilité et un certain impact paysager.

Le projet est situé en plaine, bordé au sud et à l'est par d'autres bâtiments d'activité, à l'ouest par les stades de sport et au nord-ouest par des terres agricoles. L'enjeu le plus fort en termes de visibilité et de paysage se concentre au nord et à l'ouest de la zone.

Le bâtiment le plus haut du projet devrait en effet mesurer 35 m de haut soit près du double du plus haut bâtiment existant (17 m). Or le règlement du PLU stipule qu'en zone UI, « La **hauteur maximale de toute construction ne peut excéder 15m**. Toutefois le règlement précise que cela ne s'applique pas « *aux entrepôts de stockage industriel répondant à un process de production particulier* ».



Figure 18 - Carte de localisation des prises de vues panoramiques illustrant l'impact potentiel du projet sur le paysage

Le manque d'élément pouvant constituer des barrières visuelles dans le paysage rend le projet très visible (Figure 19).

Il a été préconisé précédemment (voir chapitre III.2.4) le maintien du merlon en friche de 4 mètres de hauteur, qui assurera ainsi une meilleure insertion paysagère du bâtiment par rapport à la perception de la zone depuis le nord, notamment depuis la RD123. Cette préservation pourra se faire au titre L151.23 du code de l'urbanisme. Une certaine porosité pourra être aménagée dans le respect du caractère et de l'intérêt du merlon, notamment en vue de créer une voirie publique reliant la zone nord avec la zone au sud du merlon.

L'implantation en bordure de la parcelle d'une **haie de feuillus composée** à la fois **d'arbustes** et **d'arbres de haute tige d'essences locales**, permettra de casser cette perspective et atténuera l'impact visuel du projet. Cette haie viendra s'implanter sur toute la longueur du merlon, en complément des quelques arbustes déjà présents.

Comme spécifié dans le règlement de la zone UI pour les espaces de transition entre espace privé et espace public, « Le **projet architectural et paysager gèrera la transition entre l'espace privé et l'espace public**. Les limites de domanialité seront lisibles et matérialisées (bâti, clôture, matériaux, revêtement de sol). L'espace privé, visible depuis le domaine public devra recevoir un traitement de qualité. »

D'autre part, le maintien de l'alignement d'arbres en limite sud de la parcelle (cyprès) participera aussi à l'insertion paysagère du projet (bien que les perceptions depuis le sud soient plus limitées).

La mise en compatibilité du PLU et la réalisation du projet est conforme au SCoT et au PADD.

Afin d'atténuer l'impact paysager du projet, il est préconisé l'implantation sur l'ensemble du merlon d'une haie de feuillus composée à la fois d'arbustes et d'arbres de haute tige.





Figure 19 - Panoramas réalisés autour du projet.
L'emplacement est donné à titre indicatif et donne un ordre de grandeur de la hauteur des futurs bâtiments.

III.7.3 Patrimoine culturel

Sources : Base Mérimée, Rapport de présentation des objectifs de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine approuvée de 8/07/2013

- **SCoT du Grand Rovaltain (extrait) : patrimoine emblématique et « petit patrimoine »**

« **Objectifs** : Les documents d'urbanisme locaux doivent favoriser la préservation mais aussi la valorisation touristique du patrimoine bâti emblématique identifié sur la carte « Patrimoine bâti ». De même pour les éléments témoins de l'histoire industrielle du territoire ont qui vocation à être valorisés. Ils peuvent faire l'objet d'opérations d'aménagement urbain qui feront référence d'une manière ou d'une autre à la mémoire du lieu.

Les documents d'urbanisme communaux doivent recenser, protéger et valoriser leur patrimoine fortifié, les demeures mais aussi le petit patrimoine, notamment les éléments patrimoniaux d'intérêt paysager et vecteurs d'identité (murets, cabanons de vignes, lavoirs, fontaines, croix, ...) présents sur leur territoire. »

Le PADD présente comme deuxième orientation de « **S'encadrer d'une politique forte de protection et de gestion du patrimoine** » avec comme objectif notable de « Valoriser le patrimoine architectural, urbain et végétal de la ville ».

Cette préservation et valorisation du patrimoine s'axe plus particulièrement sur le centre-ville et sur les cours d'eau, caractéristiques du territoire.

- **Archéologie**

La commune présente 4 zones dites **zones archéologiques de saisine** sur lesquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Une de ces zones est localisée au lieu-dit Les Chasses et s'étend notamment sur la future zone UI. Ce site peut en effet présenter des vestiges de l'occupation gallo-romaine.

Dans tous les cas, **en cas de découvertes fortuites** lors de travaux (réseau etc.), celles-ci devront être notifiées à la DRAC Auvergne - Rhône-Alpes. Une fouille archéologique préventive peut également être décidée par la DRAC (réglementation nationale).

- **Site Patrimonial Remarquable (SPR)**

La commune est couverte par un SPR. Il s'agit en fait de l'ancienne Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), approuvée le 8 juillet 2013 et qui succédait à une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) créée le 4 janvier 2008. Les SPR se substituent aux anciens dispositifs de protection (Secteurs sauvegardés, AVAP, ZPPAUP), depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016.

La mise en compatibilité du PLU et le projet sont localisés hors des secteurs délimités par le SPR (Figure 20).

La mise en compatibilité du PLU ne concerne pas le périmètre du SPR.

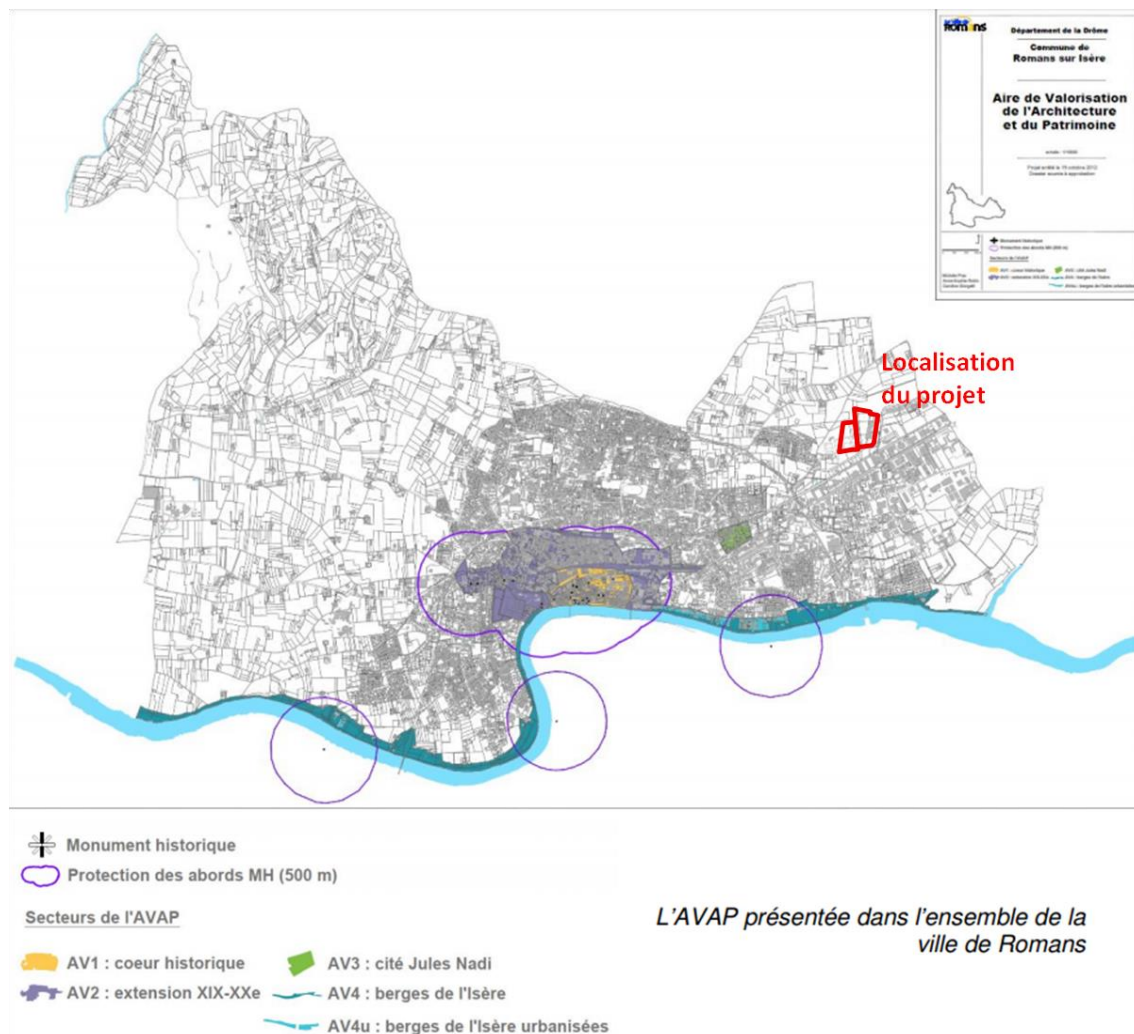


Figure 20 – SPR / ex AVAP de Romans-sur-Isère

• Monuments historiques et sites

La commune de Romans-sur-Isère comporte de nombreux monuments historiques classés ou inscrits. Aucun périmètre de protection de ces éléments patrimoniaux ne couvre la zone de projet et sont localisés à une distance importante (> 3km) de cette dernière.

La mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'impact sur le patrimoine bâti remarquable de la commune. Une vigilance sera à avoir vis-à-vis du patrimoine archéologique pouvant être présent dans ce secteur.

IV. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

IV.1. Contraintes nationales

- **Loi E.N.E. du 12 juillet 2010 : Grenelle II**

La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Romans-sur-Isère doit intégrer les dispositions de la loi d'Engagement National pour l'Environnement (ou loi ENE) du 12 juillet 2010, dite « Grenelle II ».

Les nouveautés de la loi ENE :

- **Article L.101-2 du Code de l'urbanisme :**

Cet article insiste sur :

- ✓ les dispositions relatives à l'aménagement qualitatif des communes (restructuration et revitalisation des espaces urbains et ruraux, mise en valeur des entrées de ville...) ;
- ✓ l'obligation d'une utilisation économe des espaces naturels ;
- ✓ les besoins de diversité des fonctions rurales ;
- ✓ la nécessité de préciser les objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;
- ✓ la prise en compte de l'amélioration des performances énergétiques, du développement des communications électroniques ;
- ✓ la prise en compte d'objectifs relatifs à la diminution des obligations de déplacements et au développement des transports collectifs.

- **Article L.151-5 : Les dispositions du PADD**

Le contenu des orientations générales est précisé en ajoutant à celles d'aménagement, celles des équipements, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

De plus, le PADD « arrête » les orientations concernant :

- ✓ l'habitat,
- ✓ les transports et les déplacements,
- ✓ le développement des communications numériques,
- ✓ l'équipement commercial,
- ✓ le développement économique et les loisirs.

Enfin, il « fixe » des objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

- **Article L.151-4 : Rapport de Présentation**

Il insiste sur le diagnostic établi sur des prévisions économiques et démographiques et les besoins répertoriés dans les thématiques énoncées au PADD.

Il doit justifier les choix du PADD au regard des objectifs socio démographique et de la consommation de l'espace.

- **Article L.151-6 : Les orientations d'aménagement et de programmation**

Au-delà de l'aménagement, elles précisent les dispositions en matière d'habitat, de transports et de déplacements.

- **Article L.123-1-5 : règlement écrit**

Reprise des dispositions de la loi MOLLE : densité minimale dans un secteur délimité, performances énergétiques... L'innovation est la possibilité de délimiter des petites zones constructibles sous conditions en zone naturelle et agricole.

- **Article L.153-25 : contrôle de légalité**

Étendu en cas d'incompatibilité du PLU avec :

- ✓ un PIG (Programme d'Intérêt Général),
- ✓ une consommation excessive d'espace,
- ✓ une insuffisante prise en compte des continuités écologiques, PLH ou PDU.

- **Article L.153-27 et 28 : EIPPE (Evaluation des Incidences Environnementale des Plans et Programmes)**

Le bilan à réaliser est à mener dans un délai de 9 ans, ramené à 6 ans lorsque le PLU tient lieu de PLH.

IV.2. Contraintes locales

Les grandes orientations du PADD sont :

Orientation 1 : Dynamiser l'économie et maîtriser le développement urbain

- **Objectif 1** : Favoriser la mixité et la diversité urbaine et sociale dans le cadre d'un projet de développement maîtrisé de l'habitat.
- **Objectif 2** : Maîtriser les extensions urbaines afin d'assurer un développement durable de la commune.
- **Objectif 3** : Rééquilibrer les pôles économiques entre les périphéries Est et Ouest et le centre ville.

Orientation 2 : S'encadrer d'une politique forte de protection et de gestion du patrimoine.

- **Objectif 1** : Préserver et valoriser le patrimoine urbain, architectural, et paysager.
- **Objectif 2** : Prendre en compte et gérer les différents types de risques.

Orientation 3 : Organiser et améliorer la mobilité sous tous ses modes et mettre en valeur la ville.

- **Objectif 1** : Améliorer les échanges et le transit au sein de la commune.
- **Objectif 2** : Valoriser l'espace public urbain et libérer de l'espace dans le centre ancien.
- **Objectif 3** : Améliorer les conditions de déplacements et l'accès aux réseaux de technologies de l'information et de la télécommunication.

La contrainte locale principale reste de permettre la réalisation du projet de **développement de Délifrance**. Ce projet participe à la dynamique économique de la commune et permettra la création de nouveaux emplois à l'échelle du bassin de vie.

V. MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU ET SUIVI DES RESULTATS DE SON APPLICATION

V.1. Mesures pour éviter, réduire et compenser

Les mesures proposées dans cette évaluation environnementale se basent sur le projet de modification de zonage de décembre 2017.

Il est conseillé de les prendre en compte lors des prochaines phases d'avancement du PLU dont la rédaction du règlement. Le chapitre suivant révèle les suites qui ont été données à ces mesures.

L'application du PLU aura des effets sur l'environnement mentionnés précédemment. Différents types de mesures en faveur de l'environnement communal peuvent être mises en place :

- **des mesures d'évitement ou de suppression ou choix techniques** : ces mesures correspondent à la modification, la suppression ou le déplacement d'une orientation ou d'un zonage pour en supprimer totalement les incidences ;
- **des mesures de réduction** : elles consistent à adapter l'orientation pour en réduire les impacts ;
- **des mesures de compensation** : sont une contrepartie à l'orientation pour en compenser les incidences résiduelles qui n'auront pas pu être évitées ou suffisamment réduites.

À noter que certaines orientations du PLU à incidence positive permettent de contrebalancer les incidences négatives du document.

Ces mesures peuvent être de deux formes différentes :

- **Les recommandations** : ce sont des mesures qu'il serait intéressant d'appliquer mais qui n'ont pas de valeur réglementaire ;
- **Les prescriptions** : elles sont inscrites dans le règlement du PLU et doivent obligatoirement être appliquées.

La plupart du temps, les prescriptions sont une traduction réglementaire des recommandations.

Dans le tableau suivant : A : mesure améliorante ; S : mesure de suppression, R : mesure de réduction.

Tableau 4 – Mesures à mettre en place afin de limiter les impacts du PLU sur l'environnement

Thèmes	Mesures de suppression, de réduction ou de compensation				
	Recommandations	Mesures réglementaires	S	R	A
Biodiversité, milieu naturel et paysage	Préserver le merlon au nord de la parcelle UI et préserver l'alignement de cyprès en limite sud (intérêt écologique et paysager).	Protéger le merlon et la végétation associée ainsi que l'alignement de cyprès (L.151-23 C. Urb.)		✓	
	Plantation d'une haie d'arbustes et d'arbres sur toute la longueur du merlon.	/		✓	
Ressources en eau et assainissement	Vérifier les capacités d'assainissement de la STEP de Romans-sur-Isère	/			
Risques technologiques / risques industriels et nuisances	Permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation, afin de répondre aux recommandations du SCoT en limitant l'exposition à des risques et nuisances du projet sur la population.	Classer la zone 2AU en zone n'ayant pas de vocation pour de l'habitat.		✓	
Patrimoine culturel	Prendre en compte la zone archéologique de saisine sur le site du projet et anticiper les éventuelles prescriptions archéologiques.	/			✓

V.2. Suivi de l'application du PLU

Conformément à l'article R.123-2-1 du Code de l'urbanisme, la présente déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale, « fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ».

Pour cela, il est nécessaire de définir dès à présent des indicateurs de suivi environnemental permettant d'obtenir des résultats fiables et accessibles au plus grand nombre.

Cependant, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, un certain nombre de mesures de suivi ont été proposées : Relevé de la consommation d'eau ; Prélèvement et analyse des rejets aqueux ; Mesures de bruit ; Nettoyage des filtres à manche ; Entretien du traitement d'air ; Entretien et contrôle du rendement des chaudières ; Curage des installations de dégraissage ; Evacuation des boues déshydratées de la station de traitement biologique ; Condenseurs évaporatifs ; Condenseurs évaporatifs.

Un seul indicateur de suivi est proposé ici et devra être mis en place par la commune de Romans-sur-Isère.

- **Suivi de l'implantation paysagère du bâti**

Effectuer un suivi photographique, une fois le projet réalisé, des différents points de vue présentés précédemment dans le rapport. Ce suivi a pour objectif de voir l'implantation paysagère du grand bâtiment du projet.

VI. ÉVOLUTION DU PLU SUITE A LA REALISATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les évolutions sont présentées dans le tableau ci-après, et concernent des modifications de zonages et autres évolutions réglementaires qui auront été mises en place suite à la réalisation de l'évaluation environnementale avec les éléments de réponse apportés par la collectivité.

Tableau 5 – Bilan de la prise en compte des mesures proposées dans le cadre de l'évaluation environnementale

Thèmes	Mesures de suppression, de réduction ou de compensation		
	Recommandations	Mesures réglementaires	Mode d'intégration de la mesure ou justification de sa non intégration
Biodiversité, milieu naturel et paysage	Préserver le merlon au nord de la parcelle UI et préserver l'alignement de cyprès en limite sud (intérêt écologique et paysager).	Protéger le merlon et la végétation associée ainsi que l'alignement de cyprès (L.151-23 C. Urb.).	
	Plantation d'une haie d'arbustes et d'arbres sur toute la longueur du merlon.	/	
Ressources en eau et assainissement	Vérifier les capacités d'assainissement de la STEP de Romans-sur-Isère	/	
Risques technologiques / risques industriels et nuisances	Permettre un recul des habitations vis-à-vis de la future installation, afin de répondre aux recommandations du SCoT en limitant l'exposition à des risques et nuisances du projet sur la population.	Classer la zone 2AU en zone n'ayant pas de vocation pour de l'habitat	
Patrimoine culturel	Prendre en compte la zone archéologique de saisine sur le site du projet et anticiper les éventuelles prescriptions archéologiques.	/	

VII. TABLE DES ILLUSTRATIONS

• Figures

Figure 1 – Documents avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte	10
Figure 2 - Illustration du projet de chambre froide (Source : Délifrance)	13
Figure 3 – Mise en compatibilité de zonage prévue	13
Figure 4 - Topographie, hydrographie et localisation des zones humides de l'inventaire départemental sur la commune	17
Figure 5 – Cartes des espaces d'intérêt écologiques sur la commune	17
Figure 6 - Extrait des cartes de trame verte et bleue du DOO du SCoT du Grand Rovaltain ...	18
Figure 7 – Localisation de la zone de projet en contexte péri-urbain.....	19
Figure 8 – Friche herbacée artificielle (gazon) et friche basse herbacée avec le bâtiment de Délifrance en arrière-plan	20
Figure 9 – Vue du merlon depuis l'ouest de la parcelle UI et Seneçon du Cap	21
Figure 10 – Mésange bleue et Chardonneret élégant sur la friche arbustive.....	21
Figure 11 – Vue du nord-est de la zone UI et des différents milieux présents	21
Figure 12 – Alignement de cyprès.....	22
Figure 13 – Milieux identifiés sur et aux abords de la zone UI d'extension du projet	22
Figure 14 - Carte des périmètres de protection des captages Les Etournelles et Tricot (source : ARS)	28
Figure 15 - Secteurs de ressources majeures pour l'alimentation en eau potable (source : EI du SCoT)	29
Figure 16 - Aires d'alimentation des captages et zones de protection associée dans le secteur du projet	29
Figure 17 - Eléments remarquables du paysage (source : Etat initial du SCoT du Grand Rovaltain).....	37
Figure 18 - Carte de localisation des prises de vues panoramiques illustrant l'impact potentiel du projet sur le paysage.....	38
Figure 19 - Panoramas réalisés autour du projet. L'emplacement est donné à titre indicatif et donne un ordre de grandeur de la hauteur des futurs bâtiments.....	40
Figure 20 – SPR / ex AVAP de Romans-sur-Isère	42

• Tableaux

Tableau 1 – Impact du projet de mise en compatibilité du zonage de PLU sur les surfaces (janvier 2018).....	11
Tableau 2 - Masses d'eau superficielles identifiées au SDAGE sur le territoire communal	27
Tableau 3 - Masses d'eau souterraines identifiées au SDAGE sur le territoire communal	27
Tableau 4 – Mesures à mettre en place afin de limiter les impacts du PLU sur l'environnement	46
Tableau 5 – Bilan de la prise en compte des mesures proposées dans le cadre de l'évaluation environnementale.....	47